Hôpitaux : LA MÉDECINE A LA CHAINE *Voir page 2*

LE BLUFF DE «L'HUMANISATION»

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 31 MARS 1976

N° 149 1 F 50

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

ESPAGNE

Les forces politiques face au mouvement des masses :

- PS et PC font l'unité
- les ultras s'organisent
- Juan Carlos hésite

Voir page 8

Éditorial

Le rapport sur la rémunération du travail manuel

DE LA POUDRE AUX YEUX !

Le lendemain du jour où Chirac multipliait devant des patrons réjouis, les gages sur les limites de la réforme de l'entreprise, «*le groupe de réflexion sur les rémunérations des travailleurs manuels*» (sic) rendait publiques ses conclusion. Giraudet, PDG d'Air France, président de ce «groupe de réflexion» annonçait :

• L'achèvement de la mensualisation des travailleurs, «*la régression très rapide des salaires au rendement*» limités à 10% de la rémunération totale, et l'intégration dans le salaire de l'essentiel des primes

• Le rééquilibrage du traitement des travailleurs manuels, c'est à dire un relèvement plus rapide du salaire des travailleurs manuels.

• Des garanties de ressources pour les vieux travailleurs, des primes d'ancienneté, des allocations temporaires pour couvrir la mobilité forcée

• Abattement fiscal de 10% pour les travailleurs manuels.

Des propositions de prime abord intéressantes, étonnantes même de la part d'un PDG qui, il y a trois mois, refusait obstinément de céder aux revendications de ses ouvriers.

Rassurons-nous, Giraudet n'a pas changé en quelques mois ! Il était chargé d'alimenter le bluff démagogique giscardien qui, chaque fois qu'il enterre une réforme doit en susciter une nouvelle. Cette nouvelle réforme a toutes les chances de connaître le sort des précédentes.

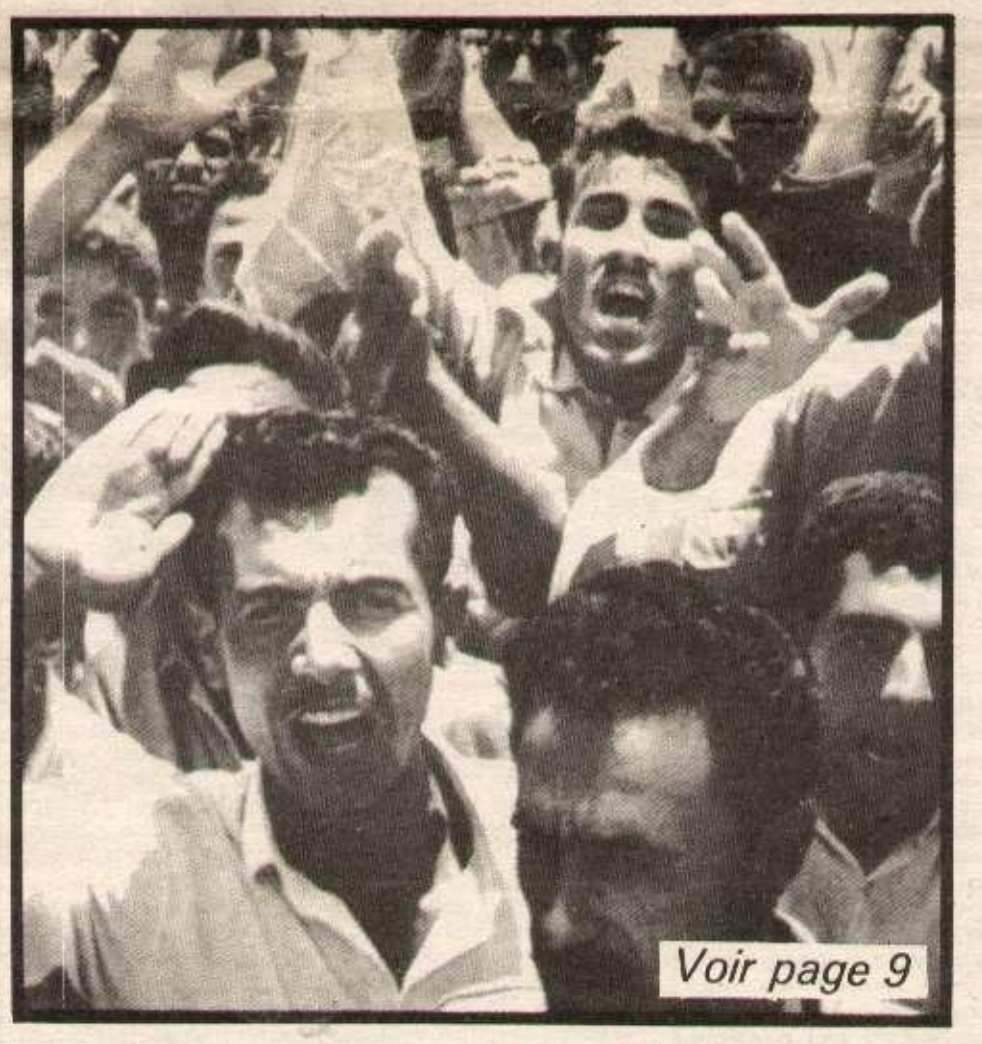
En effet , son application, si jamais elle a lieu, n'est pas pour demain. Elle s'étendra sur toute la durée du VII^e^ plan, donc jusqu'en 1980. Pour l'instant le rapport de Giraudet est sur le bureau de Chirac qui, après modifications éventuelles, la transmettra aux «partenaires sociaux» : syndicats et patrons, ces derniers ne manqueront pas d'y apporter leurs observations et après un nouvel examen par le gouvernement, l'application des recommandations de Giraudet pourra se faire branche par branche. Qu'en restera-t-il après ce circuit ?

Certainement peu de choses, les aspects les plus gênants pour les patrons en auront été expurgés. Ce qu'il en restera en fait, c'est tout ce qui peut renforcer le pouvoir des patrons : la grille hiérarchique même modifiée restera un moyen de tenter de diviser les travailleurs puisqu'il n'est pas question de supprimer «la hiérarchie entre ouvriers» a dit Giraudet. Quant à la prime de «mobilité forcée», ce sera une prime au licenciement. Et puis Giraudet se garde bien de l'appliquer aux ouvriers licenciés à la fin d'un contrat à durée limitée ?

Voilà ce qu'il restera du «rapport Giraudet» dans quelques années, outre beaucoup de mots sur la réforme. mais de cette démagogie, nous en avons plein les oreilles elle ne peut nous faire oublier que nos conditions de vie et de travail se dégradent. Assez de mots, nous ferons taire ces bavards, nous imposerons les véritables changements !

Palestine, journée de la terre
Grèves, manifestations, barricades

6 MANIFESTANTS ASSASSINÉS



Voir page 9

Lyon

CAMPAGNE D'INTOX CONTRE LA LUTTE DES ÉBOUEURS

A Lyon, la grève des employés de la COURLY se poursuit dans presque tous les secteurs et les manœuvres de Pradel contre les éboueurs ont échoué : le recours aux entreprises privées, c'est un échec. Mobilisés par leur section syndicale, les travailleurs de ces entreprises ont refusé de jouer les briseurs de grève. Pradel n'a pu faire enlever que le plus gros des ordures dans la rue de la République, la grande artère piétonnière du centre ville. Alors l'armée ? De source syndicale, on sait que Pradel a officiellement fait appel à elle, et que l'autorité militaire a refusé, craignant les réactions des soldats.

De toutes façons, le fait est là. Malgré les menaces répétées, (on se rappelle la déclaration de Pradel qui se fait fort de nettoyer Lyon en deux jours), le contingent n'est toujours pas intervenu. Dans la presse de Lyon, se poursuit une campagne haineuse. A l'en croire, lundi les rats étaient là, mardi ils avaient atteints le premier étage. Pourtant aucune manifestation de désaccord n'est intervenue de la part de la population. Le rapport de forces est favorable. Pradel ne fait pas autre chose que d'engager des discussions stériles.

Suite page 6

SOMMAIRE

- Peugeot-Sochaux, les patrons se serrent les coudes p. 5
- Réunion du Comité Central du PCF : les hésitations des révisionnistes p. 6
- Journées parlementaires UDR : unanimité de façade p. 6

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE
(Dijon)

Des ouvrières prêtes à lutter contre les menaces de répression

Voir page 4

ENQUÊTE

LA MEDECINE A LA CHAINE

(3) LE BLUFF DE L'«HUMANISATION»

Depuis de nombreuses années, la bourgeoisie parle d'humaniser les hôpitaux. C'est le thème central de sa campagne permanente de propagande en ce domaine. On a vu un certain nombre de salles communes disparaitre, d'hôpitaux neufs se construire, on a même vu Simone Veil faire sa tournée des popotes dans différents hôpitaux. Mais la vie quotidienne des travailleurs malades en a-t-elle été changée pour autant ?

Il suffit d'écouter les travailleurs témoigner, d'entendre leur révolte, pour voir qu'il n'en est rien ! Si la bourgeoisie a apporté quelques améliorations superficielles, c'est par intérêt : intérêt qu'elle avait à modérer la colère des masses qui perçait partout, jusque dans «la grande» presse qui révéla un certain nombre de scandales ; intérêt à avoir un prétexte pour augmenter de façon incroyable les prix de journée des hôpitaux sur le dos de la Sécurité Sociale ; intérêt des bourgeois eux-mêmes à bénéficier des meilleures conditions d'hospitalisation, forcés qu'ils sont de recourir à l'hospitalisation publique pour bénéficier des techniques médicales modernes.

Mais la bourgeoisie arrivera-t-elle jamais à humaniser ces hôpitaux ? On peu en douter ! Tout d'abord, elle devrait y mettre le prix. Or, c'est justement la politique contraire qui est suivie : économie de personnel, de matériel. De ce fait, les hospitaliers n'ont souvent plus le temps de s'occuper des malades comme il le faudrait. Plus encore, la conception même de la médecine bourgeoise, c'est à dire «la santé, c'est l'affaire des spécialistes !», coupe le malade de la connaissance de sa maladie, de la lutte pour guérir. Enfin, le mépris de la classe bourgeoise pour les masses, qui s'exprime à travers l'attitude de ses médecins devant les travailleurs en est le dernier obstacle, et pas des moindres comme le montrent les témoignages des travailleurs.

Entretien avec une retraitée hospitalisée à Saint-Antoine

«Je voudrais vous dire tout de suite, que j'ai été hospitalisée plusieurs fois. Depuis les dernières années, la situation s'est détériorée ! L'autre jour, un médecin est passé en vitesse. Il voulait me faire sortir alors que je ne marchais pas encore ! Il faut que ça tourne, vous comprenez, c'est toujours au suivant. On n'est pas encore remis qu'il faut partir ! C'est toujours la loi du pognon !»

QdP : Que pensez-vous des soins ?

M : Ils ont faits tout de même, mais au minimum : vite, très vite. Le personnel a de moins en moins le temps. Souvent, pour faire une prise de sng, ils me piquent jusqu'à trois fois pour y arriver. Après, on a le bras tout marqué et douloureux. Le médecin, lui, il ne s'en fait pas : il prescrit chaque jour ses prises de sang. Au lieu de les grouper, il en rajoute une ou deux par jour ce qui fait qu'on est piqué plusieurs fois, et c'est douloureux ! Alors, les malades protestent, c'est normal, ils disent «y en a marre d'être piqué !»

QdP : L'année dernière, avait été baptisée «l'année de l'hygiène» par l'Assistance Publique. Qu'en avez-vous pensé ?

M : Quand c'est nettoyé, c'est propre. Mais ce n'est pas toujours le cas ! Les toilettes sont souvent sales. Quand il manque de personnel, le ménage n'est pas fait, parfois pendant trois jours ! Il arrive qu'ils lavent le sol à l'eau, sans produit !

QdP : Quelle est l'attitude des médecins par rapport aux malades ?

M : Ils passent à n'importe quelle heure ! Le chef lui, ne passe jamais avant midi. Il arrive avec toute sa troupe derrière lui, tambour battant ! Ils sont bien une quinzaine à la suivre : internes, assistants, étudiants, infirmières, etc... Ils passent à toute allure. L'autre jour, le patron s'est arrêté devant mon lit. Il a regardé ma plaie de loin, a lancé : «Magnifique» !, sans regarder le dossier, et est passé au malade suivant... Quant aux internes, ils sont fiers comme des coqs et souvent, c'est à la tête du client : pour peu qu'une malade leur revienne soit qu'elle soit «distinguée» soit jolie, ils passent facilement une heure à son chevet !

Pour les autres, c'est cinq minutes et hop ! ils ont disparu !

QdP : Est-ce qu'on vous explique votre maladie, votre traitement ?

M : J'ai été opérée le cinq mars et je ne sais toujours pas ce qu'ils m'ont fait !

Est-ce qu'ils m'ont remis quelque chose ou enlevé quelque chose, je ne sais pas ! L'autre jour, pendant leur visite, j'en ait vite profité pour demander à l'assistant ce qu'il m'avait fait. Il a fallu que j'insiste pour obtenir une réponse, et quelle réponse ! «On a le temps ! On a le temps !» qu'il m'a dit. Depuis, il est parti au ski avec l'autre assistant et je ne sais toujours rien ! Comme il rentre lundi prochain, j'espère tout de même qu'il me le dira !

Après ma dernière opération, j'ai eu le tuyau d'évacuation du sang de la plaie qui s'est bouché. J'ai eu dans la nuit de la fièvre à 40°. Je sentais ma jambe toute paralysée. J'avais mal. J'ai appelé plusieurs fois. Pas un médecin ne s'est dérangé. L'infirmière me tenait la main pour me consoler. Le lendemain, il a fallu rouvrir : cela fait, qu'au lieu, de passer trois jours comme prévu, j'ai trainé deux mois ! Pendant ce temps, la nuit, ils préfèrent tirer des feux d'artifice dans la salle de garde plutôt que de répondre aux appels des malades ! C'est bien simple, les médecins, ils ne viennent pratiquement jamais la nuit !

QdP : Et les chambres communes, qu'en pensez-vous ?

M : Il y a toujours une malade âgée qu'il faut changer dix fois par jour. La nuit, vous êtes tout le temps réveillée. J'ai passé trois quart des nuits depuis que je suis là à ne pas dormir suffisamment. Ça ne vous arrange pas, lorsque vous êtes fatiguée ! Les salles ne sont jamais assorties : malades graves ensemble par exemple. Il y a une certaine solidarité entre malades tout de même : on s'échange les choses qu'on ne mange pas par exemple. Quand j'étais en salle commune, à Cochin, on discutait plus de l'actualité, de mille choses. On discutait du quartier aussi. L'infirmière disait : «C'est le dernier salon où l'on cause !».

La journée d'un travailleur malade : «Attendre, toujours attendre»

A six heures du matin, je suis réveillé pour la piqûre. Après, je n'arrive pas à me rendormir. De toute façon, à 7h., on est tous réveillés pour la température. Immédiatement après, les lits sont faits, de très bonne heure. Il faut s'enlever du lit, et attendre jusqu'à 8h. et demi, 9h. moins le quart que le petit déjeuner arrive. On fait la toilette, dans n'importe quelle cuvette, car on n'a jamais le numéro correspondant au nôtre ! Quand ils servent, ils commencent par un bout du couloir ; arrivés à l'autre bout, le café est déjà froid !

Après, on attend toute la matinée, que le médecin passe. On ne sait jamais à quelle heure il passera. Alors on attend. On nous donne les médicaments. On ne sait même pas ce que c'est. Il y a ceux du matin, du soir, c'est tout. Environ vers 11h., on nous apporte le bouillon de légumes. Tous les jours, c'est le même bouillon vue que le reste du repas n'arrive que vers 13h., on attend. Comme on a encore faim, on mange la pomme ou le petit suisse qu'on nous donne à 11h. en même temps que le bouillon. Ça casse l'appétit et on mange peu du plat principal après !

Après le repas , on vient vous débarrasser en vitesse, c'est tout juste si vous avez fini ! Le personnel lui aussi doit aller manger. De 1 h 30 à 8 h 30, ce sont les visites. C'est beaucoup trop long, c'est fatigant surtout lorsqu'on vient d'être opéré ! Au bout d'une heure et demie, on est épuisé. Les visiteurs souvent, ne savent pas s'en aller. Quand en plus, la télé marche, c'est beaucoup !

A 5 h 30, la soupe arrive. Vers 6h., tout est fini, balayé. Après, il ne reste plus qu'à bavarder ou à lire un peu. La journée est finie. Il reste à prendre son comprimé pour dormir et à tenter de dormir, de ce mauvais sommeil entrecoupé d'allées et venues diverses.

A l'hôpital, en somme, on est un peu un numéro. Il faut attendre, toujours attendre.

Un profit... bien soigné !

Les directeurs des hôpitaux n'aiment pas voir des lits vides ; les lits vides sont des lits qui ne rapportent pas !

A l'approche des fêtes de Noël, le directeur de la Salpetrière a adressé une lettre aux chefs de service de son hôpital, où il disait : *Il apparait que la population hospitalisée risque de diminuer dans de très fortes proportions entre le 20 décembre et le 4 janvier».* Il ajoutait : *«Je vous serais gré à l'avance de vos efforts personnels pour maintenir cette année une bonne occupation de votre service pendant la période citée».* On ne peut être plus clair.

En effet, un grand nombre de travailleurs préfèrent quitter les hôpitaux pour passer les fêtes chez eux. Comme en même temps, ceux qui doivent se faire hospitaliser préfèrent retarder leur séjour à après les fêtes, il y a moins de monde dans les hôpitaux. Le directeur de la Salpêtrière a même chiffré le manque à gagner à 12 millions de francs !

Faut pas pleurer !

La tapisserie à grosses fleurs du service central de Radio de l'hôpital Bichat n'arrive pas à égayer le décor froid : sur des chariots, des malades sous perfusion attendent. D'autres patientent sur des chaises. On les appelle à tour de rôle, mais ça ne va pas vite ! Le temps passe au rythme des «Cessez de respirer ! Respirez !» que l'on entend à travers la cloison. Rythme payant, il faut tout de même le souligner, à environ 50F. par radio des poumons. Dans le fond du couloir, on entend une grand-mère malade pleurer : «Depuis ce matin, j'attends à Beaujon et maintenant, ici». Son fauteuil roulant a été cyniquement poussé contre la porte des toilettes, pour tout spectacle. Un autre malade se lève et va la voir : «Faut pas pleurer». Les autres malades sont émus et révoltés à la fois. La manipulatrice fait passer la grand-mère en disant : «On est trop peu nombreux» !

Nancy : la médecine de classe à l'hôpital central

Les «patrons» peuvent demander le prix qu'ils veulent pour une consultation, par exemple 150 francs pour un pédiatre. Ils ont droit à des lits privés dans l'hôpital.

Un patron, entre autres, ne s'est montré que 6 fois dans l'année dans le service qu'il dirige ! Quand on fait la remarque, on nous répond : «Il faut bien leur laisser des privilèges, car s'ils étaient établis à leur compte, ils gagneraient bien plus, un million et plus par mois». Sous-entendu, sinon il n'y aurait plus de médecins à l'hôpital !

Ils parlent de déficit, pour l'hôpital, mais regardons comment ils font leurs comptes. A la maternité, la sage femme passe son temps à téléphoner à un laboratoire privé en ville, puis à un autre, pour que la «cliente de M. le Docteur» ait sont exament, alors que la maternité a son propre laboratoire sur place ! On n'hésite pas à fiare venir le copain cardiologue au lit, alors que cela aurait pu être fait avant l'hospitalisation ! Ça rapporte plus au patron.

Par contre, en «régime commun», on ne voit la sage femme que 5 minutes le matin et 5 minutes le soir. Le reste des soins est fait par les élèves sage-femmes, exploitées à fond (stage, le matin, cours l'après-midi puis re-stage jusqu'à 21 h 30). Elles n'ont pas le droit d'être malades plus de 14 jours dans l'année ! Pour l'hospitalisation publique, le service renvoit la malade de médecin en médecin, jusqu'à ce qu'il y en ait un qui accepte de faire l'intervention. On fait payer une journée d'hospitalisation à la cliente, alors qu'elle n'est restée que 5 minutes dans le bloc opératoire !

Corr. Hop. Nancy

POLITIQUE

Chirac devant les Chambres de Commerce et d'Industrie

ACCORD AVEC LE CNPF SUR TOUTE LA LIGNE

Chirac parlait lundi devant les chambres de commerce et d'industrie. Il s'est efforcé dans son discours de rassurer les patrons que l'on disait, il y a peu, inquiets devant les projets de réformes préparés par le gouvernement, la crise d'autorité et les hésitations de l'Elysée.

Lors de son Congrès, le CNPF n'avait pas caché ses réticences aux projets de réforme de l'entreprise. Ambroise Roux, vice-président du CNPF avait condamné sans appel les projets de Durafour. Le patronat avait également réclamé une plus grande liberté en matière d'emploi, c'est-à-dire de plus grandes facilités pour licencier. Pour Ceyrac, le gouvernement devait prioritairement subventionner les créations d'emploi par les entreprises, plutôt que d'indemniser les chômeurs.

Il y a une semaine, il reformulait ces exigences, demandait la conclusion de contrats d'emploi à durée déterminée et que le gouvernement laisse les mains libres aux entreprises. De telles exigences qui, il y a à peine deux mois, étaient refusées et même critiquées par le gouvernement au nom de la nécessité des réformes sont maintenant acceptées, le discours de Chirac aux patrons en est la preuve.

En effet Chirac, après un éloge de «l'entreprise», a demandé l'aide des patrons pour «gagner la bataille de l'emploi». Il leur a promis pour cela la mise en place prochaine d'un nouveau type de contrats d'emploi-formation : fourniture gratuite de main d'œuvre jeune , et de plus grandes facilités pour passer des contrats de travail à durée limitée. *«J'insiste sur ce point*, a-t-il dit, *qui permettra aux chefs d'entreprise qui auront recours aux contrats de travail à durée limitée de savoir exactement où ils vont et à quoi ils s'engagent lorsqu'ils recruteront de nouveaux salariés pour répondre à une demande nouvelle».*

Chirac a promis aux patrons que leur autorité serait assurée : *«La responsabilité et par conséquent l'autorité du chef d'entreprise doivent être préservées et maintenues... Aucun cadre, aucun chef d'entreprise ne peut répondre à ce qui est attendu de lui, si son travail et ses responsabilités ne s'exercent pas dans des conditions normales acceptées par chacun, pour le bien de l'ensemble.»* Et il a ajouté *«notre société ne peut vivre sous la constante menace de désorganisation.»*

Ces assurances ont naturellement ravi les patrons qui ne demandaient que cela. Ainsi, «Les Échos» qui expriment le point de vue des milieux patronaux notait : *«En l'espace de deux années, le gouvernement a bien changé son fusil d'épaule. Il était temps.»* Si l'on ne peut pas dire que le gouvernement a changé son fusil d'épaule, car il a toujours servi les mêmes intérêts, on peut toutefois dire qu'il est revenu sur son «réformisme». Durafour peut toujours dans le «Quotidien de Paris» d'hier affirmer *«Il faut pousser les réformes»*, le temps des réformes est terminé, le gouvernement a choisi de mettre dorénavant l'accent sur le «maintien de l'ordre», «la défense de l'entreprise».

Les mesures annoncées par Chirac laisseront aux patrons les mains totalement libres pour licencier comme ils le voudront, le contrat à durée limitée leur permet de licencier sans préavis, sans indemnité et elle délie l'ASSEDIC de l'obligation de verser les 90 %. Sachant que de telles mesures ne peuvent que provoquer la colère des travailleurs, Chirac assure que le gouvernement sera aux côtés des patrons pour les aider à faire respecter leur loi, ce qui nous promet plus d'interventions policières contre les grève, plus de répression. Mais ces dispositions constituent l'aveu d'impuissance d'une politique de réformes qui n'a pas réussi à assurer le «consensus social».

Serge LIVET

Que vise donc le Parisien Libéré ?

«99 % des Français sont pour la peine de mort, pour son application systématique dans certains cas... 74 % sont pour la suppression de la grâce présidentielle». Ce sont les résultats de ce qu'Amaury, directeur du torchon nommé Parisien Libéré, appelle son «enquête référendum». Les ficelles en sont particulièrement grossières, puisque les 99 % de Français en question ne sont que ceux de ses lecteurs qui ont répondu à son questionnaire...

«C'est un vieux cheval de bataille qu'enfourche régulièrement... les révolutionnaires pour qui tout ce qui affaiblit notre société est bon, mais qui n'hésiteraient pas à faire couler le sang...» ou encore, *«la rue appartient aux casseurs... passants molestés, vitrines brisées sont monnaies courantes...»*.

Or qui sont les «casseurs», pour Amaury ? Ce sont les ouvriers en lutte, en particulier ses propres ouvriers licenciés depuis un an ; ce sont les paysans qui refusent de disparaître, ce sont les révolutionnaires... Le rôle du Parisien Libéré est bien précis : se saisir de certaines questions qui sensibilisent les masses pour marteler les idées ultra-réactionnaires d'une fraction de la bourgeoisie (les thèmes rabachés par Debré, par exemple). Cela va du plaidoyer en faveur des petits patrons, à l'appel à la répression y compris en violant la loi bourgeoise (appliquer *systématiquement* la peine de mort veut dire se passer de jugement...), à la tentative de créer un climat de peur, en montant systématiquement tout fait criminel, en faisant l'amalgame entre truands et travailleurs en lutte.

C'est tout autre chose que la grossièreté de la manipulation qui doit attirer l'attention. Voici ce qu'on lit, entre autre, dans le commentaire à propos de la peine de mort :

Un rôle méprisable qui n'est que la preuve du désarroi actuel de la bourgeoisie, de sa propre terreur du mouvement des masses.

C.B.

7e PLAN

LA FIN D'UN MYTHE

Le Commissaire Général au Plan a remis aujourd'hui son rapport sur le VII[e] plan au gouvernement. Celui-ci va en discuter, y apporter des amendements, avant de le présenter au Conseil Économique et Social en mai, et au Parlement en juin. Ainsi s'achèveront près de deux années de travaux, menés dans une indifférence à peu près générale, et que n'arrivent pas à percer les déclarations péremptoires des commentateurs de la bourgeoisie.

Plus personne ne se fait en effet d'illusions sur la signification réelle du plan, institution qui fut pendant des années la fierté des technocrates, et une des tentatives les plus persévérantes pour faire collaborer les organisations syndicales à la politique économique de la bourgeoisie. La mise en place d'un système de planification - s'appuyant sur un large secteur public et nationalisé - était l'un des points du programme du Conseil National de la Résistance. A la Libération, l'idée fut reprise par la bourgeoisie : la reconstruction du pays, la répartition des matières premières et des équipements sévèrements rationnés imposaient une organisation centralisée de la production, et la faiblesse politique du patronat, due à son attitude de collaboration pendant la guerre, lui imposait de rechercher la collaboration des travailleurs, avec l'aide du P«C»F ; aussi les premiers plans ont-ils eu une importance non négligeable sur l'économie. Mais dès que la période de reconstruction fut achevée, le plan a commencé à perdre rapidement son rôle directeur, pour ne plus devenir qu'une simple mise en concordance des prévisions faites par les différents services d'étude économique du patronat et du gouvernement. Les écarts entre les objectifs fixés et les réalisations n'ont d'ailleurs fait que s'accroître ; ainsi aucun des objectifs du VI° plan n'a-t-il été atteint. Tirant les leçons de ces échecs, Giscard a dès son arrivée, modifié sensiblement les conditions de préparation du plan.

DES DISCUSSIONS DE SALON :

La concertation a certes été maintenue, mais réduite à sa plus simple expression. Quatre commissions ont, dans un premier temps, préparé (en 2 mois !) des rapports préliminaires (diffusés en mars 1975) sur des thèmes tels que les «inégalités sociales», la «qualité de la vie», etc...

Ils sont essentiellement destinés, par certaines propositions ou révélations au caractère apparemment novateur, à enrichir les discours démagogiques sur la «société libérale avancée». Dans un deuxième temps, des commissions par thème, avec la participation des syndicats, devaient poursuivre l'examen de ces propositions. Discussions de salon, parfaitement stériles, et destinées à donner une apparence de «concertation». La CGT et la CFDT ont fini par s'en retirer, suivant ainsi l'exemple du CNPF dont les participants ne venaient plus que très irrégulièrement aux réunions. Les décisions étaient en effet prises exclusivement au niveau du Conseil Central de Planification, organisme créé par Giscard, et réunissant sous sa présidence, quelques hauts fonctionnaires et membres du gouvernement, qui prennent directement contact avec le Patronat.

L'INSTITUTIONNALISATION DU PILOTAGE A VUE

Le VII° plan n'est plus, comme les précédents, présenté comme un programme détaillé de développement de l'économie. Il n'est plus question de se fixer des objectifs précis, mais plutôt d'essayer de définir une stratégie devant permettre de régir dans les différentes situations qui sont susceptibles de se présenter. D'ores et déjà la révision annuelle du plan est prévue. C'est l'institutionnalisation du «pilotage à vue» pratiqué depuis deux ans par l'équipe actuellement au pouvoir.

UNE POLITIQUE DE PLUS EN PLUS DIFFICILE A APPLIQUER :

L'abandon des apparences de la «concertation», l'incapacité à mettre au point un programme précis, sont significatifs des difficultés que rencontre la bourgeoisie pour mettre en œuvre sa politique de crise. Les contradictions auxquelles elle est confrontée, limitent fortement sa marge de manœuvre ;

- impérialisme secondaire, coincé entre les prétentions des superpuissances et les aspirations des pays du Tiers Monde, l'impérialisme français ne peut plus prétendre avoir une politique économique autonome, ni maîtriser toutes les données de son développement économique.

- Les restructurations, la récupération des ressources immobilisées dans des opérations parasitaires, obligent la bourgeoisie à essayer de peser sur des couches auxquelles elle est traditionnellement alliée (commerçants, professions libérales, cadres, etc).

Ces contradictions, elle ne peut les surmonter provisoirement qu'au prix du renforcement de l'exploitation des travailleurs, et de l'accentuation de la répression.

Et c'est contre cette exploitation, contre cette répression que les travailleurs entrent en lutte de plus en plus massivement, mettant à nu toujours plus clairement toute la démagogie du «libéralisme giscardien».

Jacques DUBREUIL

UN PAS A DROITE, DEUX PAS A GAUCHE OU LA VALSE DES POLITICIENS

• Milhoud, conseiller municipal de Paris a changé d'appartenance; étiqueté CDP jusqu'à ce jour, il a rejoint les Républicains Indépendants, il est vrai que le CDP qui avait misé sur Chaban aux présidentielles ne représente pratiquement plus rien.

• Les radicaux des Vosges pour leur part ont rejoint les radicaux de gauche, leur dirigeant vient de se rendre compte que le parti radical soutenait le gouvernement, en réalité on serait plutôt tenté d'y voir l'effet des dernières élections cantonales...

LUTTES OUVRIÈRES

Bourgogne-Électronique (Dijon) :

«CETTE FOIS, ON A TIRÉ LES LEÇONS DE LA GRÈVE DE 73»

Des salaires très bas (1 300 à 1 400 F pour les OS), des cadences qui augmentent au rythme des départs non remplacés, des conditions de travail lamentables, une direction qui ne lésine pas sur les méthodes et qui veut imposer une nouvelle grille de déclassification des travailleurs, tout cela, c'est Bourgogne-Électronique (B.E., comme on dit à Dijon). B.E., c'est une des nombreuses filiales de Thomson CSF. Mille sept-cents ouvrières qui fabriquent des «composants électroniques». Mais à B.E., depuis quelques semaines, c'est la lutte. Depuis des mois, la colère montait. Au lendemain des cantonales, la grève est décidée. Cette fois, on ferme les grilles et on occupe l'usine. 400 F pour tous, 40 H par semaine, non à la nouvelle grille des salaires, c'est pour ces revendications que les travailleurs de B.E. se sont mobilisés. Rien à voir avec les miettes que propose le patron.

Depuis 1973, il n'y avait pas eu de grève à Bourgogne-Électronique. Il faut dire que la lutte de 73 avait été un cuisant échec. A cette époque, on se faisait encore des illusions et on avait laissé la porte ouverte. Rentrait qui voulait. Le résultat, c'est que non seulement rien n'était obtenu, mais la mobilisation en prenait un sale coup pour de longues années. *«Cette fois, on a tiré les leçons de 73 ! Dès le deuxième jour, on a fermé les grilles et occupé l'usine».* Les jeunes ouvrières sont déterminées. Il faut dire aussi que pendant ces années, la situation des travailleurs s'est continuellement dégradée : les départs n'étaient pas remplacés, mais par contre les cadences augmentaient. 1 300 à 1 400 F pour les OS ! Enfin, et c'est un peu ce qui a fait déborder le vase, la direction veut imposer la nouvelle grille de classification par poste de travail. Avec ce système, c'est la déqualification (autrement dit la perte de salaire à coup sûr pour nombre d'OS), et puis, le mirage d'une «évolution de carrière» que la direction agitait, disparait tout d'un coup. *«Ça fait 10 ans que je travaille là-dedans, et je suis toujours OS à la chaîne»,* dit une femme. Puis elle enchaîne : *«Alors, je suis donc condamnée à rester à la chaîne toute ma vie».* Remise en cause claire et nette de la condition des travailleurs et particulièrement des OS à la chaîne, remise en cause de la société qui l'organise, cette réflexion illustre très bien l'état d'esprit des ouvrières de B.E. : *«Il y en a marre des cadences, marre des bas salaires, marre des chaines !»*

QUELLE ATTITUDE FACE A LA RÉPRESSION ?

Il est 7 h 30, mardi matin. Un important piquet de grève est en place derrière la grille de l'usine fermée par une chaine. Beaucoup sont là depuis 5 H. On surveille étroitement le groupe de cadres et agents de maîtrise qui s'est formé comme chaque matin à près d'une centaine de mètres de l'entrée. Une ouvrière arrive en rigolant : *«Ils sont furieux, les petits messieurs ! Ils voudraient bien rentrer. On les a écoutés en douce. Il y en a plusieurs qui essaient de monter les autres».* Pour l'instant ils n'ont pas encore pu tenter un coup de force, parce qu'ils sont en face de grévistes déterminés. *«Tout est prêt pour les recevoir»,* dit un gars.

En effet, lances à incendie, extincteurs... sont là. La cantine est pleine de grévistes. Et puis juste en face de l'usine, c'est les Grésilles, un quartier d'HLM où logent de nombreux travailleurs de B.E. Et s'ils se faisaient arrêter par les flics ? La question posée laisse un peu perplexe. *«Contre les flics, on ne peut rien faire !» —«Oui, mais si on part de ce raisonnement, comment obtiendra-t-on nos revendications ? On n'a plus qu'à se laisser faire, tout accepter !»* Finalement, on n'y croit pas trop à cette intervention de la police. Pourtant Malot (le chef du personnel, ancienne «crevure» de l'armée) se fait garder chez lui par plusieurs voitures de flics, de peur d'être séquestré, parait-il. Mais il ne faut pas négliger ce danger qui a fait échouer plusieurs luttes récentes.

UNE LARGE PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS A LA LUTTE

Un long et patient travail militant, notamment de la section CFDT, a permis de remonter la pente. Dans cette lutte, des militants se révèlent. Des structures sont mises en place pour leur permettre de prendre les choses en main, comme le Comité de Grève qui ne comporte pas un seul délégué syndical. C'est la réunion de ce Comité et des deux sections CGT et CFDT qui forme l'organisme de direction de la lutte. On voit les travailleurs de plus en plus nombreux à participer aux collectes de soutien, au piquet de grève, à la popularisation. Une crèche a commencé à se mettre en place et la cantine a été remise en route par les grévistes. Cependant beaucoup d'ouvrières restent encore chez elles ou participent de manière irrégulière. C'est pourquoi, il est nécessaire de réussir à les mobiliser, afin de décupler les forces, d'arracher les revendications.

L'IMPORTANCE DE LA VICTOIRE

L'enjeu de cette lutte est de taille. Il concerne bien sûr au premier chef les travailleurs de B.E. C'est pour eux, obtenir des salaires décents et des conditions de travail meilleures. C'est aussi, sur la base d'une victoire, renforcer le potentiel militant apparu dans cette lutte pour préparer les futurs combats.

Mais, il y a une autre dimension à cette grève : tous les travailleurs de Dijon ont les yeux bragués vers Bourgogne-electronique. Ceux de Hoover, en particulier, où 300 licenciements sont prévus sur un effectif de 900. Si ceux de B.E. gagnent, c'est, presqu'à coup sûr, d'autres luttes qui s'enclencheront sur Dijon. Les patrons le savent bien et ne font que de minables provocations du genre : *«on passe l'horaire de 40 H à 42 H ; les salaires augmenteront de cette manière».* Les travailleurs de Dijon de la région le savent aussi, c'est pourquoi ils soutiennent activement leurs camarades de B.E. comme ceux de Vallourec-Montbard où la collecte a donné 2 000 F, à la SEB 800 F.

Le patron parade, mais l'arrêt de la production commence à faire son effet, d'autres usines du groupe sont en difficulté par manque de pièces. Les travailleurs de B.E. le savent et affirment leur détermination : *«Cette fois, nous ne rentrerons pas sans rien, pour des miettes ! Il faudra bien qu'ils cèdent.»*

Gérard PRIVAT

Face aux nouvelles manœuvres de la Sonacotra

Le 27 mars 1976, les résidents des foyers Sonacotra de Champigny (77), Dammarie-les-Lys (77), Pierrefitte (93) et Nanterre-Ville (92) ont tous reçu une lettre de la Sonacotra les menaçant d'expulsion de leur foyer s'ils ne payaient pas les loyers et le retard depuis le début de la grève dans un délai de 8 jours.

C'est une nouvelle manœuvre de la direction de la Sonacotra pour diviser le mouvement et ainsi éviter des négociations avec les délégués représentatifs des résidents des foyers regroupés dans un comité de coordination.

Ces négociations, le comité de coordination les demande depuis décembre sur la base d'une plateforme revendicative adoptée unanimement par les foyers en grève. En fait de négociations, le pouvoir organise la répression pour casser le mouvement : non renouvellement de cartes de séjour dans les préfectures, menaces d'expulsion hors du territoire pour des délégués algériens, marocains et portugais, et maintenant menaces d'expulsion de résidents de plusieurs foyers.

Ceci s'ajoute aux intimidations policières et aux provocations diverses, comme ces coups de feu tirés sur les foyers de Garges-les-Gonesses et de St Denis et qui ont brisé les vitres des chambres de plusieurs résidents.

Ces tentatives de division, ces menaces, ces provocations se heurtent à l'unité du mouvement et à la détermination du comité de coordination.

Le mouvement de grève continue de s'étendre. Actuellement, 53 foyers sont en grève en province et dans la région parisienne. Si le pouvoir refuse de négocier, le mouvement s'étendra progressivement à toute la France avec le soutien des travailleurs français qui, par dizaines de milliers ont déjà signé la pétition nationale de soutien à notre lutte.

Le comité de coordination appelle une nouvelle fois la Sonacotra à la table des négociations. Mais si la Sonacotra continue ses menaces, ses provocations et ses tentatives de division, le comité de coordination prendra ses responsabilités avec l'ensemble des résidents en grève et non en grève.

Le comité de coordination appelle les résidents des foyers et des cités Sonacotra à rejoindre la lutte.

Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève
56, rue de la Fontaine au Roi
75 011 - PARIS

Le 29 mars 1976

Bâtiment : grève pour le salaire et le casse-croûte

Depuis bientôt 2 semaines, les travailleurs de l'entreprise l'H. à Besançon sont en grève à la suite de la décision du patron de supprimer les 20 mn de casse-croûte et de les remplacer par 5 % d'augmentation.

Les travailleurs ont discuté de cette décision et très vite, ils ont constaté qu'au bout du compte, ils se faisaient avoir ; cela a provoqué le mécontentement général et déclenché la lutte sur les revendications suivantes :

- maintien du casse-croûte
- versement des 3 % promis depuis janvier
- 20 % d'augmentation immédiate sur le salaire réel
- 10 % en septembre toujours sur le salaire réel.

Lundi, les délégués CGT ont été en négociation, mais bien sûr la direction n'a rien voulu savoir.

Alors depuis jeudi, la lutte s'est renforcée. Les portes ont été fermées et plus aucun matériel ne rentre.

Face à cela, le patron menace. Il a décidé de mettre en chômage technique les travailleurs de la Sobreba (la Sobreba est une entreprise de construction de gros matériaux qui livre les chantiers de construction. Sobreba et l'H. sont dirigées par le même patron).

Mais les travailleurs de la Sobreba sont solidaires de ceux de l'H. Ils sont décidés à partir en grève si le patron refuse de les payer.

Oui, à l'H. nous saurons aller jusqu'au bout !

LES POCLAIN MANIFESTENT !

Hier à 15 H, les ouvriers de l'usine Poclain de Verberie ont bloqué pendant une heure un carrefour de cette petite cité de l'Oise proche de leur usine.

Ils sont en grève depuis jeudi 25 mars pour 250 F, la révision des classifications et la garantie de l'emploi.

Aujourd'hui à 10 H, les ouvriers de l'usine Poclain de Verberie ainsi que ceux de Margny-les-Compiègnes, Crépy en Valois qui les ont rejoints dans la lutte, convergeront vers le siège du groupe au Plessis-Belleville pour y tenir un rassemblement auquel participeront leurs familles !

Grève au Prisunic de Parly II

Le Prisunic de Parly II est en grève depuis le vendredi 5 mars.

Que demandent-ils ? Des salaires de 1 700 F, alors qu'actuellement les vendeuses sont embauchées à 1 396 F (plus 4,75 % prévus au 1er mars), la conversion de la prime de fin d'année en 13e mois (jusqu'à présent cette prime n'est attribuée que sous certaines conditions et vise en premier lieu à dissuader le personnel d'exprimer ses justes revendications), une amélioration des conditions de travail : en effet, le bruit et la chaleur sont très fatigants pour les vendeuses et les caissières. De plus l'insuffisance d'effectifs peut amener une même personne à changer d'étage et de rayon plusieurs fois par jour...

La combativité des travailleurs est très grande. Ils popularisent leur lutte et ont obtenu un large soutien des travailleurs de Renault-Flins, etc... Leur lutte ne doit pas rester uniquement sur Parly II : les travailleurs l'ont bien compris ! Ils font l'information auprès des autres Prisunics. De nombreux débrayages ont eu lieu dans les Prisunics de la région Parisienne. Hier une manifestation s'est tenue regroupant les travailleurs de plusieurs Prisunics. La combativité était très grande. Sur cette base se sont ouvertes des négociations, tandis que d'autres Prisus envisagent d'entrer en lutte aussi...

Corresp. Commerce de Paris

• Les 400 ouvriers de Framatome à Chalon sur Saône occupent leur usine depuis lundi matin. Leurs revendications : une augmentation de 400 F par mois, le 13e mois et la suppression du travail en 3 × 8.

LUTTES OUVRIERES

Chausson - Peugeot

LEUR SOLIDARITE ET LA NOTRE !

Depuis bientôt huit jours, la solidarité de classe bat son plein... entre le patron de Peugeot et celui de Chausson ! En effet, Peugeot a fait appel à Chausson pour fabriquer à l'usine Chenard-Chausson de Gennevilliers les colonnes de direction qu'il n'arrive plus à faire produire ni sortir de Peugeot-Mandeure en lutte. L'enveloppe des «J 7» étant, elle, réalisée à Chausson-Villeneuve et les pots d'échappement (normalement fabriqués à l'atelier 70 de Beaulieu) à Chausson-Laval...

Bel exemple de solidarité patronale pour briser la grève ! Mais aussi, preuve que la voie de la lutte choisie par les camarades de Peugeot est payante : plus de 504, plus de 604 et bientôt plus de J 7...

LES TRAVAILLEURS DE CHAUSSON SE SOUVIENNENT

Un tract de la section CFDT (minoritaire à Chausson) a appelé à *«soutenir ceux de Peugeot-Mandeure, car leurs revendications sont aussi les nôtres»*... *«à refuser de briser la grève des camarades de Peugeot qui se battent pour 300 F pour tous»*... Un tract CGT a aussitôt été parachuté sur Chenard, mais sans perspective pour faire face à la solidarité patronale : tout y est, à part ça (bilan des cantonales, programme commun et même... un appel au patron pour qu'il *ne fasse pas fabriquer des* pièces pour Peugeot !). Il faut dire qu'à Chenard, c'est le P«C»F qui dirige la CGT et fait ainsi son boulot de démobilisation, transformant les revendications des travailleurs (sous prétexte de «réalisme»), sabotant la popularisation... A Chausson, proprement dit, les travailleurs se souviennent d'un certain dimanche de juillet 75, le jour de l'intervention des CRS à Gennevilliers : le patron a fait envoyer les outils de presse à Citroën ; là déjà, le P«C»F s'était manifesté de manière écœurante, en démobilisant, divisant les gars (qui eux, avaient un seul objectif : empêcher les camions de sortir !). De cette journée, les travailleurs de Chausson en parlent encore : *«Oui, il était possible d'empêcher les camions de sortir les outils. Mais ils (les gens du P«C») étaient là...»*

Aujourd'hui, devant le refus des travailleurs de Chenard, le patron a confié à la maîtrise le soin de fabriquer les pièces de J 7 et essaie de s'appuyer sur les intérimaires...

PEUGEOT-CHAUSSON, SOLIDARITÉ OUVRIÈRE !

Il faut le faire reculer plus loin : rompre le silence sur la grève des camarades de Peugeot ; passer outre les délégués CGT qui sont sur la ligne du P«C»F, eux qui sapent l'unité et l'initiative des gars combatifs ; mobiliser largement tous les travailleurs de Chausson et Chenard-Gennevilliers, pour qu'aucune pièce de direction des voitures ou J 7 ne sorte ! Pour y parvenir, il faut discuter sur cette situation, s'unifier pour mettre en échec la tactique de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'on assurera également le succès des luttes à venir !

Correspondant Chausson

Piron Bretoncelles *Réembauche pour tous !*

Six ouvriers, membres de la section syndicale CFDT sont entrés lundi dans les bureaux de la société SODEM (ex-Piron) à Bretoncelles pour exiger l'embauche et la réintégration à l'usine. Une heure après, la direction a fait venir des groupes factieux montés par elle pour intervenir contre les six ouvriers.

Après mobilisation dans l'usine, les 6 camarades étaient soutenus pour l'embauche... des discussions avaient lieu avec les travailleurs qui s'étaient laissé entraîner dans ces groupes par la direction ; et à 10 H il ne restait plus qu'une quinzaine de personnes patrons et gros propriétaires de la région. A 11 H 50, nous nous sommes retirés avant l'arrivée de la police qui a ordre de nous expulser de l'usine par mandat du tribunal des référés.

A Bretoncelles la lutte continue et se développera encore jusqu'à satisfaction, jusqu'au réembauchage de 17 ouvriers non réembauchés à la SODEM (ex-Piron).

Correspondant Bretoncelles

• Les travailleurs de ITT Claude de La Faillouse (Loire) occupent leur usine pour une augmentation de leurs salaires, après avoir fait des débrayages quotidiens depuis le début du mois.

Contre les négriers de la SEAT (Grenoble)

Aujourd'hui, les patrons désirent de moins en moins embaucher du personnel directement avec des contrats à durée indéterminée. Ils préfèrent développer des contrats à durée déterminée, des intérimaires et toutes sortes d'autres hors contrats ne bénéficiant pas des mêmes droits que les autres salariés. La SEAT est une variante de ces hors-statuts. Elle loue des techniciens à des boîtes comme Sescosem, Neyrpic et Télémécanique et d'autres. A la SEAT, c'est surtout des jeunes recrutés à l'ANPE qui ont choisi cet emploi plutôt que le chômage. Les patrons profitent de cette situation et payent des salaires en moyenne 30 % inférieurs à ceux des autres entreprises qui louent des techniciens. En plus, les salaires sont bloqués depuis juillet.

Mais aujourd'hui, la direction ne fait plus la loi. Avant le patron refusait de reconnaître le rôle des délégués en disant : *« Si untel a des problèmes, qu'il vienne me voir »*. Les employés de la SEAT en ont assez de voir qu'on se moque d'eux. Ils se sont organisés avec la nouvelle section CFDT et depuis mardi 23/3, ils sont tous en grève pour :

- le point à 12 F dans la grille de la métallurgie de l'Isère.
- des primes de déplacement.
- le 13e mois.

Le personnel a imposé la reconnaissance du rôle du délégué.

Déjà les travailleurs de la SEAT ont commencé à populariser leur lutte auprès des travailleurs des boîtes où ils sont loués (il y a eu un tract à la Sescosem et à la Télémécanique)...

Le personnel de la SEAT
et la section CFDT
de la SEAT

Nantes (Saunier-Duval)

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

Face à l'arrêt des chaînes de montage décidé en fin de semaine précédente par la direction (250 à 300 ouvriers touchés) les syndicats ont répliqué le 22/3 par la grève illimitée. Déjà le mouvement désorganisait totalement la production des autres ateliers et les stocks. Mardi à la demande du patron, les flics interviennent pour écarter le piquet de grève.

Face à cette provocation de la direction, pour faire dévier le conflit de ses véritables objectifs (ouverture des négociations pour les augmentations de salaires, les classifications, garantie et augmentation du pouvoir d'achat, retour aux 40 heures sans perte de salaire, salaire minimum de 2 000 F) et tenter de diviser les ouvriers entre eux ; les syndicats avaient donc appelés à un meeting de solidarité. Toutes les grosses entreprises métallurgiques de Nantes étaient là.

Le représentant de l'intersyndicale a vivement critiqué et condamné l'attitude de la direction qui, disait-il, applique en fait à la lettre les orientations définies par l'Union Industrielle Métallurgique et Minière et le CNPF, dont les directions prévoient de limiter aux alentours de 8 % l'évolution des salaires.

Le conflit risque de se durcir encore par la pression des ouvriers de toute la métallurgie si la direction ne veut pas négocier.

Correspondant Nantes

Berliet divise et réprime

Pour tenter d'empêcher la lutte, la direction de Berliet a recours à «l'augmentation à la tête du client», elle passe certains ouvriers d'AF2 (OS2 Berliet) à AF3. Elle fait aussi miroiter à d'autres la possibilité de passer P1 au terme d'un essai. Le saupoudrage d'augmentations individuelles et de changements de catégorie, c'est un moyen que se donne Berliet pour rétablir «la paix sociale» dans son usine. De plus, cette sélection permet de réprimer les plus actifs ; (beaucoup de délégués sont restés AF2).

Malgré cela, les 30 % d'ouvriers restés AF2, poursuivent la lutte sous forme de débrayages deux fois 1/2 heure par jour.

«Scholtès fait la sourde oreille, mais nous tenons le coup»

Depuis le 4 mars, les 480 travailleurs de Scholtès (usine de Metz qui fabrique des appareils ménagers) sont en grève :

- pour une révision des classifications (ils veulent passer de 145 points à 155 comme les autres boîtes)
- pour le 13° mois
- pour une augmentation des salaires

MENSONGES DE LA PRESSE BOURGEOISE

Lorsque nous avons été voir les gars du piquet de grève, l'accueil était chaleureux : *«J'espère que vous au moins vous allez dire la vérité, car personne ne parle de nous, à part quelques secondes incompréhensibles à Télé Luxembourg, quelques lignes en 25 jours dans le Républicain qui nous a fait payer les communiqués». «Ce qu'on leur dit, ils le tronquent ou ils ne le passent pas».* Un autre sort l'article du journal local : *«Regardez ce qu'ils disent là-dedans : d'après eux, on ferait des salaires de 2 147 F à 2 610 F, c'est une honte !».*

Les autres approuvent. Ils sortent leurs fiches de paye : 1 710 F, et après neuf mois d'ancienneté : 1 742 F...

DETERMINATION DES GRÉVISTES ET MANOEUVRES DE LA DIRECTION

On assure régulièrement les piquets de grève. *«Et pourtant le père Scholtès, on ne le voit pas. Pas possible de discuter. Il espère le découragement. C'est un vrai patron fantôme».* Dans la nuit du dimanche 21, avec l'appui des flics, un bulldozer est venu pour arracher le mur d'en face, enlever les bidons *«Bien sûr, les cadres entrent maintenant, mais je les vois mal travailler, et nous les ouvriers, ça nous encourage à continuer la grève»,* commente un travailleur.

POPULARISATION ET SOUTIEN

Les grévistes ont commencé la popularisation. Des tracts du syndicat CGT ont été distribués sur la ville. On pose le problème du fric. Le patron ne leur a donné que le 25 mars leur paye de février ! L'Aide Sociale les a «envoyés sur les roses»...

TOUS DANS LA GREVE

Même en 68, la boîte n'avait pas bougé. Il y a bien eu en 71 une grève sectorielle de 16 jours, mais cette fois-ci, ils sont tous là à mener la lutte !

A la Sotracomet, à Mézières où les ouvriers en sont à leur 153ème jours de grève!, *«Ici on soutient Scholtès. Après les grèves de Dumas, de Davum, de Claas, d'Irsid, on a conscience que la combativité ouvrière est grande et les sourires et les menaces de Giscard n'y changent rien !»*

Dans la région, après SOTRACOMET, les luttes s'étendent.

Bouzonville : le patronat s'affole

Le lundi 15 mars, à l'appel de l'inter-syndicale CGT-CFDT, les travailleurs de Gerlach se mettaient en grève, avec piquet jour et nuit. Leurs revendications : augmentation de 200 F pour les salaires inférieurs à 2 200 F et de 150 F pour les salaires supérieurs à 2 200 F, prime de vacances au moins égale à un demi-salaire avec un minimum de 1 500 F, définition de la valeur du point pour la nouvelle grille, pas de déclassifications (avec minimum 155 points).

Devant cette grève suivie à 100 % dans l'unité syndicale CGT-CFDT et ouvriers-cadres, le PDG, un ancien colonel, se cache mais traîne 17 travailleurs devant le tribunal et fait couper le téléphone de l'usine. Les travailleurs lancent un avis de recherche. Le PDG est débouté au tribunal et condamné aux dommages et intérêts.

Finalement, à la demande du PDG parisien, les négociations sont entamées récemment.

Au troisième jour des négociations, le résultat est le suivant : augmentation de 4 % et 5 % pour les bas salaires, plus 2 % de rattrapage sur l'indice INSEE, prime de vacances à 925 F, pas de classifications inférieures à 155 points.

Mais les ouvriers de la Gerlach veulent la victoire totale : à Bouzonville le patronat s'affole ! Au point que les travailleurs de Girling et Sécométal ont, dans la foulée de Gerlach, et pratiquement sans avoir besoin de lutter obtenu des avantages substanciels.

Correspondance Moselle

POLITIQUE

JOURNEE PARLEMENTAIRE UDR

UNANIMITÉ DE FAÇADE RETROUVÉE... POUR COMBIEN DE TEMPS ?

Les journées UDR ouvertes hier, se poursuivent encore aujourd'hui. Prenant place juste après les journées des «Républicains Indépendants», et juste avant la rentrée du parlement, ces débats au sein de l'UDR feront le point sur la situation de leur «mouvement» après les discours de Giscard, mercredi dernier et dimanche en Alsace.

En apparence, la nomination de Chirac comme «coordinateur» des différents composants de la coalition giscardienne, est arrivée à apaiser les remous importants qui se faisaient jour dans cette coalition, particulièrement à l'UDR. On n'entend pas Sanguinetti qui multipliait ces derniers temps les déclarations insolentes à l'égard de Giscard, dont il avait pourtant couvert et favorisé toutes les tentatives de mise au pas pendant le dernier semestre 74. On n'entend pas non plus Debré, qui à la veille du discours télévisé de Giscard, fustigeait violemment l'action du gouvernement, et réclamait des mesures énergiques pour «restaurer l'autorité de l'Etat», ainsi que l'abandon du thème de la réforme jugé trop parallèle aux objectifs de la «gauche».

Peut-on croire pour autant que les remous suscités par la politique giscardienne dans les rangs de l'UDR sont finis, et que la confiance des UDR dans le chef de file de l'impérialisme français est retrouvée ! Rien n'est moins sûr : les écueils sur lesquels bute la bourgeoisie aujourd'hui demeurent totalement, ainsi que les points sur lesquels elle s'est divisée.

Unité retrouvée ?

Le thème de la réforme est maintenu, il reste le thème idéologique central sur lequel Giscard tente de construire la collaboration de classe : or ce thème là est rigoureusement contesté dans l'UDR qui réclame une politique autoritaire et répressive qui dise ouvertement son nom.

Même après le discours de Giscard, Guichard, un «baron» du gaullisme rallié au gouvernement, se permet force critiques à peine voilées au président de la république : la réforme de l'entreprise («ayons en face des patrons libres, responsables et qui fassent des profits»), sur la lutte contre les «inégalités» (il faut «désobséder la politique sociale du rabotage des inégalités»).

Quant aux thèmes de l'Europe et de l'indépendance nationale, sur lesquels portent les plus grosses divergences entre les partis de la «majorité», les contradictions sont pour l'instant atténuées parce que Giscard tergiverse et évite de laisser cette question venir au premier plan. Mais inévitablement elle va y venir, le sommet européen de jeudi devrait même en traiter.

On verra donc rapidement au pied du mur la belle unanimité retrouvée de la «majorité», même coordonnée par Chirac.

CC DU P«C»F

«30 % DES SOCIALISTES N'ONT PAS VOTÉ POUR NOUS AU DEUXIÈME TOUR»

SE PLAINT RENE PIQUET

Hier commençait une réunion du Comité Central du PCF, avec à l'ordre du jour, «la situation politique actuelle après les cantonales» et «la tactique à adopter face à l'aggravation de la crise politique et à la maturation du mouvement des masses».

L'indécision n'est pas l'apanage du gouvernement, depuis les cantonales, le PCF hésite aussi sur la voie à suivre. Ainsi Séguy, secrétaire général de la CGT, membre du bureau politique du PCF qui déclare un jour qu'il faut *«frapper un grand coup pour faire sauter le verrou que le patronat impose aux revendications des travailleurs»* pour démentir le lendemain, puis qui à nouveau lundi déclare : *«Les printemps se suivent et ne se ressemblent pas, et celui qui commence pourrait bien être l'automne du pouvoir»*.

On voit Krasuki appeler à la lutte les cheminots, la CGT dénoncer la grève des roulants, puis appeler à un mouvement national et l'arrêter au bout de 48 heures sans résultats.

Ces hésitations prennent directement leurs sources dans les rapports de force du P«C»F avec les autres partis bourgeois, et dans la situation actuelle des luttes.

• 30 % des voix socialistes nous ont manqué au deuxième tour, a gémi Piquet dans son rapport introductif à cette réunion du comité central. De toute évidence, le P«C»F n'est pas satisfait de l'évolution relative de son score électoral face au PS. Ni la polémique contre le PS issue du 21e congrès, ni les appels tous azimuts issus du 22e n'ont permis d'enrayer la progression des socialistes et de sortir le P«C» de sa stagnation. Un tel résultat a des conséquences non seulement sur de nombreux militants de base qui demandent des comptes sur les échecs de la ligne suivie, et en viennent à s'interroger sur le reniement de la dictature du prolétariat, mais aussi sur l'espérance même que peuvent nourrir les dirigeants révisionnistes de pouvoir influer dans leur sens sur la politique du gouvernement quand ils y participeront : force secondaire de l'union de la gauche, ils voient déjà qu'ils devront accepter la loi de leurs alliés socialistes.

• C'est pourquoi, le P«C»F compte pour faire évaluer le rapport de force en sa faveur, tirer profit des nombreuses luttes de la classe ouvrière. Le mouvement de grande ampleur qui mûrit, le P«C»F espère le dévoyer vers ses objectifs, le contrôler, pour négocier en position de force avec son allié. Mais le contenu même du mouvement auquel aspirent les travailleurs, et qu'ils sont en train de forger dans leurs luttes cadre mal avec les objectifs révisionnistes, et cela les Séguy, Krasucki le savent. C'est pourquoi ils s'efforcent, à la fois de combattre et de détruire tout ce qui dans les actions d'aujourd'hui contredit le projet politique révisionniste, leur large alliance au profit des cadres, des ingénieurs ou de la moyenne bourgeoisie...

D'où les hésitations dénotées dans les déclarations de la confédération CGT, d'où aussi les nombreux silences du P«C»F et de l'Humanité par rapport aux luttes actuelles. C'est sur cette contradiction et sur la tactique à suivre que le CC du P«C»F devait discuter.

«L'HUMANITÉ» CENSURE SÉGUY

L'ensemble de la presse a reproduit les déclarations de Séguy, «Les printemps se suivent et ne se ressemblent pas et celui qui commence pourrait bien être l'automne du pouvoir». L'ensemble de la presse, à l'exception de ... «L'Humanité» qui n'en a pas soufflé mot.

EBOUEURS DE LYON

suite de la une

Mais à la suite des négociations d'aujourd'hui, les représentants syndicaux envisageaient un accord dès demain matin et même une reprise dans la journée. Mais reprendre sur quoi ? Rien n'est encore signé, mais on a bon espoir d'obtenir demain la prime de fin d'année égale au SMIC et les jours de grève payés à 50% (sur les classifications, les conditions de travail, des négociations se mettraient en place).

«Ne rêvons pas. Rien n'est signé», dit un chauffeur. Rien n'est signé en effet, et ce n'est là qu'une petite partie des revendications des communaux.

Une nouvelle assemblée générale aura lieu mercredi matin à la Bourse du Travail.

ÉTABLISSEMENTS GEORGES : LE PATRON SÉQUESTRÉ

Trois semaines de lutte, de grève active, et aucune négociation n'est encore engagée. C'est pour cela que l'Assemblée Générale d'hier a décidé d'employer d'autres moyens et l'a fait savoir à la presse. Ce matin, le patron a été séquestré. Cela s'est passé sans violence et il refuse toujours de négocier.

CONCORDE : AU BORD DE L'ECHEC

Après le ton grandiloquent des habituelles déclarations gouvernementales sur les brillants lendemains du Concorde, le communiqué publié lundi à la suite de la rencontre entre ministres français et anglais a fait l'effet d'une douche froide. Si les décisions effectives sont reportées, le ton ne laisse pas de doute : Concorde, c'est fini. Reste à y mettre les formes.

Hier, le comité central d'entreprise de la SNIAS était réuni, et les délégués du personnel ont pu entendre la confirmation de ce qui se préparait depuis longtemps : la SNIAS fermera son usine de Chateauroux en juillet (600 travailleurs), et le bureau d'études de Suresnes. Une fois de plus, le problème d'ensemble de l'industrie aéronautique française est posé. Il illustre à la fois la faiblesse de l'impérialisme français et la volonté de la bourgeoisie de faire payer sa crise aux travailleurs.

Concorde n'est pas rentable, et ne le sera jamais. Personne ne nie plus cette évidence, même les ministres. Les Anglais ont confirmé qu'il n'était pas question de remettre les chaines en marche tant qu'il n'y aurait pas de nouvelles perspectives commerciales, et la France a confirmé qu'Air France limiterait ses commandes à quatre exemplaires. Cette «nécessité de maintenir le mieux possible l'outil de production» dont parlent les ministres est une mauvaise supercherie : a Toulouse, les pièces primaires du 16e appareil commandé sont faites depuis longtemps, «les chaines sont désespérément vides depuis longtemps, les outils se rouillent et les toiles d'araignées prospèrent», nous disait un délégué syndical. Aussi les soi-disant rapports d'experts prétendant que la décision de remettre la chaine en marche peut attendre la fin de l'année, ne veulent rien dire : les décisions étaient prises depuis longtemps.

La meilleure preuve de l'abandon de fait du Concorde est cette phrase du communiqué, parlant de la nécessité *«d'études sur l'avenir du transport supersonique»*. Ce n'est plus de Concorde qu'il s'agit. Ce dont il s'agit, les travailleurs de la SNIAS l'ont compris, en voyant les délégations de plus en plus fréquentes de techniciens de la firme américaine Douglas dans leurs usines. Douglas, qui a un projet de transporteur supersonique de beaucoup plus grande capacité, n'a pas l'intention de laisser inutilisée la technologie de Concorde...

La France et la Grande Bretagne n'étaient pas de taille par rapport à la superpuissance américaine. C'est n'est pas à Paris ou à Londres que s'est décidé l'avenir de Concorde, mais à New-York. La superpuissance soviétique n'a rien fait, d'ailleurs, pour s'y opposer, du moins pas en interdisant le survol de son territoire... Cette position de faiblesse de la bourgeoisie française, les travailleurs ne doivent pas en faire les frais. Concorde ou pas, pas un seul licenciement dans l'aéronautique.

Eric BREHAT

Vendredi et samedi, les sections syndicales CFDT de la SNIAS se réunissent à Méaulte (où le bureau d'études de la SNIAS est aussi menacé) pour décider des actions à entreprendre.

SIMÉONI MAINTENU EN PRISON

La justice a rejeté pour la cinquième fois une demande de mise en liberté d'Edmond Siméoni

Chronique ouessantine (suite)

Situation à peu près stable à Ouessant, où les plongeurs hollandais ont cependant réussi à colmater une partie des brèches des soutes de l'Olympic Bravery. Cela n'empêche pas le pétrole de s'écouler, et aucun renfort supplémentaire n'a été envoyé pour nettoyer la côte. Par contre, la compagnie d'assurance du pétrolier, qui a versé les 16 milliards prévus à l'armateur, vient de faire connaître sa version de l'échouage : le pétrolier, qui aurait suivi correctement sa route, aurait eu une panne de gouvernail. Le commandant de bord, qui doit être entendu par le tribunal maritime de Brest, au cours des différentes versions qu'il avait donné de l'échouage, avait mentionné sept pannes différentes, mais jamais du gouvernail... Autre fait à verser au dossier : lorsqu'il s'est trouvé en difficulté, le commandant de bord aurait eu pour ordre de ne s'adresser qu'à son armateur, et non pas aux remorqueurs qui se trouvaient à Brest !

ROUBAIX : MOBILISATION POPULAIRE APRÈS LA MORT DE LA PETITE SARAH

La semaine dernière, dans le quartier de l'Almagare, une petite fille est morte, d'une façon atroce, en tombant dans une fosse d'aisance, qui aurait dû être bouchée. «Accident» horrible et conséquence directe du délabrement de ce quartier, destiné à être «rénové». Un quartier où il pleut dans les maisons, où règne l'insalubrité.

La colère des habitants se retourne contre la municipalité de Roubaix, municipalité «socialiste» qui ne fait absolument rien contre ce désastre, qui ne fait pas murer les maisons abandonnées et devenus dangereuses...

Les habitants du quartier organisent samedi 3 avril, avec l'APF/APU, une manifestation en direction de la mairie, pour occuper celle-ci.

Cette action reçoit déjà le soutien de travailleurs de tout Roubaix, notamment du Comité de Lutte Contre le Chômage de Hem.

SAMEDI 3 AVRIL - 14 H, TOUS A L'APU, RUE DE L'ALMA

• **DÉFENSE**

Selon les journaux de l'Est, le nombre de régiments équipés de missiles à tête nucléaire tactique «Pluton» serait ramené de six à cinq. Jusqu'à présent, seuls quatres régiments d'artillerie, tous situés en France, sont dotés de ces armes.

INTERNATIONAL

• ÉGYPTE

Sadate, le président égyptien effectue un voyage en Europe. Sa première étape était l'Allemagne. Un accord d'aide de 90 millions de dollars doit être négocié. Sadate espère également obtenir l'autorisation allemande pour la livraison des 120 Alpha-Jet, avion franco-allemand.

Par ailleurs, on apprenait que l'ambassade américaine au Caire voyait ses effectifs augmenter depuis deux ans. Il est question que les États Unis offrent une aide économique de 800 millions de dollars dans l'année qui vient.

• YOUGOSLAVIE

Tito est arrivé en Suède, pour une visite de trois jours. Des conditions de sécurité importantes ont été nécessaires à cause des fascistes yougoslaves qui ont cherché refuge notamment dans les pays nordiques.

• ITALIE

Va-t-on suivre enfin la «piste noire» en Italie ? En tout cas un général, Maletti, l'un des chefs des services de renseignements italiens et le capitaine La Bruna, agent de contre-espionnage, ont été arrêtés pour leur responsabilité dans l'attentat à la bombe de Milan en 1969. Rappelons que Valpreda est resté deux ans en prison sans être jugé, tandis que les vrais responsables accusaient les organisations d'extrême-gauche d'avoir organisé l'attentat.

LIBAN : LES FORCES PATRIOTIQUES VEULENT CONTINUER L'OFFENSIVE

«Plus jamais ça !». Dans leur offensive, les forces patriotiques entendent interdire la reproduction des atrocités des phalangistes comme celles de janvier à La Quarantaine

Les combats continuent toujours au Liban. Les forces patriotiques sont arrivées jusqu'au centre de la ville, où se trouve un des principaux quartiers généraux des phalanges. Celles-ci s'étaient déjà retirées de la place. Dans la montagne, le village de Bikfaya, essentiellement phalangiste est toujours encerclé par les forces patriotiques.

La proposition syrienne de cessez-le-feu n'est pas acceptée par ces forces. Ahmad Al-Khatib, chef de l'armée arabe du Liban a déclaré : *«Nous ne voulons pas sortir de l'épreuve sans vainqueur ni vaincu. Il en fut ainsi en 58... Nous n'avons pas envie de revoir les mêmes choses en l'an 2 000. Alors cette fois, il n'y aura pas de marche arrière»*. C'est l'opinion de toutes les forces patriotiques libanaises. La guerre a duré assez longtemps et il faut en finir : pour elles, il faut empêcher toute possibilité de partition, il faut empêcher que de nouvelles guerres de ce genre ne se produisent encore. C'est pour ces raisons qu'elles ont décidé de continuer la lutte contre les milices de droite. Elles exigent toujours la démission de Frangié qui se trouve toujours à Jounieh, bourgade au nord de Beyrouth.

Une des questions qui se posent c'est la possibilité d'une intervention militaire syrienne au Liban. Selon la radio phalangiste, la Syrie aurait contacté la France, les États Unis et le Saint Siège pour que ces pays demandent à Israël de ne pas intervenir en cas d'intervention syrienne. Mais les États Unis, bien qu'ayant exprimé par ailleurs leur satisfaction de la médiation syrienne ont mis en garde la Syrie contre une intervention armée au Liban : ce que redoute les États Unis c'est qu'une intervention israëlienne faisant suite à celle de la Syrie ne regroupe les forces arabes contre Israël, détruisant ainsi l'avancée américaine réalisée depuis quelques temps.

BULGARIE : CE QUE JIVKOV NE DIT PAS

Le premier secrétaire du parti «communiste» bulgare a présenté son rapport au onzième congrès de cette formation. Au milieu de tout son discours, on cherche en vain la trace de la réalité des rapports économiques entre son pays et l'URSS. Et pourtant, il aurait pu dire que 40 000 ouvriers bulgares travaillent en URSS, comme les Algériens ou les Portugais travaillent chez nous. Ils sont particulièrement nombreux sur les chantiers d'exploitation de la forêt sibérienne de Komi, où les conditions de travail sont particulièrement dures. On les trouve également dans la cellulose et l'acier.

Sur le plan commercial, l'économie bulgare apparaît de plus en plus comme un simple fournisseur de produits agricoles pour l'URSS.

L'accord commercial pour la période 1976-1980 est encore venu aggraver cette situation. Il faut y ajouter que l'Union Soviétique contraint la Bulgarie à investir dans des entreprises «mixtes» contrôlées par Moscou, et construites sur le territoire soviétique, dans les domaines de la transformation de la pomme de terre, de l'amidon, des sirops, de la bière, du vin, et des filtres de cigarettes.

Argentine : des affrontements armés

Le commissariat de police de Moreno dans la région de Buenos Aires a été attaqué par un groupe fort de vingt-neuf personnes. Le commissaire Guillermo Pavon, chef des opérations de la police fédérale a été tué par un groupe armé alors qu'il quittait son domicile à Buenos Aires. Pendant ce temps, la police poursuit les rafles. Elle annonce avoir arrêté sept personnes à Cordoba. Près de Cordoba toujours, le fils de Marcos Ozatonsky (dirigeant Montonero tué par la police, il y a six mois) a été assassiné. Le suicide du capitaine Alberte proche des péronistes de gauche était annoncé. Il aurait été jeté d'un sixième étage.

Ces crimes, reçoivent la bénédiction de Pinochet qui fait donner sa presse. El Mercurio écrit : *«Le coup d'Etat qui a eu lieu en Argentine était... impatiemment attendu en Amérique Latine»*. La Tercera affirme : *«La junte militaire argentine peut compter sur la compréhension du gouvernement chilien»*. El Cronista fait le parallèle avec le Chili où en 1973 : *«Le peuple a obligé les militaires à intervenir»*.

Les voilà bien d'accord ces militaires fascistes d'Amérique Latine pour écraser les peuples sous leur botte !

Rhodésie : INTENSIFIER LA LUTTE ARMÉE

Le peuple du Zimbabwe *«infligera une défaite»* au régime raciste de Ian Smith *«sans la participation des forces cubaines»*, a déclaré Samora Machel, le président du Mozambique. Pour sa part, le Mozambique a décidé *«d'intensifier la lutte armée contre la Rodhésie parce que l'arrogance dont fait preuve M. Smith démontre qu'il est impossible de négocier. Pour la Grande-Bretagne, la seule solution est de soutenir cette lutte qui sera longue»*. Smith *«est dans une situation désespérée mais il n'est pas trop tard pour lui de rectifier sa politique dissoudre son gouvernement et procéder au transfert du pouvoir à la majorité africaine»*.

Ces déclarations de Samora Michel indiquent que l'on se trouve à la veille d'un grand bouleversement en Afrique australe. Le président de Zambie appelle les Britanniques à intevenir en Rodhésie pour *«arrêter les membres du gouvernement de Smith, puis mettre en place un comité exécutif sous la présidence britannique»*. Celui-ci serait chargé de préparer les élections en un an. Tout ceci dans le but d'éviter un *«bain de sang»*.

Après l'échec des négociations entre Nkomo, chef de l'un des mouvements de libération, et Smith, il avait déclaré que *«la seule solution est de soutenir la lutte armée qui se développe»*.

• USA-RDV

En réponse à l'offre américaine de négociations, la RDV a déclaré : «Nous avons exprimé notre bonne volonté à plusieurs reprises. Nous exigeons que les États Unis aient aussi une attitude correcte». ***Et d'abord appliquer les Accords de Paris qui leur imposent de contribuer à la reconstruction du Viet-Nam.***

Portugal LA SOCIAL-DÉMOCRATIE MARQUE DES POINTS

DE NOTRE CORRESPONDANT

Melo Antunes et les Neuf viennent d'obtenir une petite victoire au sein du conseil de la révolution. Les chefs d'Etat major des 3 armes viennent de déclarer publiquement qu'ils feraient respecter la Constitution. Pour le groupe des Neuf, la Constitution est depuis quelques mois un point important. C'est, disent-ils, une Constitution de gauche. La plus grande partie de cette Constitution avait été adoptée avant le 25 novembre et comporte un certain nombre de principes : «Le Portugal devra se diriger vers une société sans classe... les acquis de la révolution, telles les nationalisations, la réforme agraire seront préservés... l'armée doit garantir la transition vers une société démocratique et vers le socialisme». Elle garantit aussi formellement quelques libertés concernant les commissions de travailleurs, le «contrôle ouvrier», et les commissions d'habitants.

Le Parti Populaire Démocratique et surtout le CDS qui «refuse la voie socialiste» ne veulent pas d'une telle Constitution. Devant les possibilités d'une victoire électorale

Mélo Antunes : il a marqué un point

PPD-CDS, dans un premier temps, Melo Antunes avait tout fait pour que dans le pacte Forces Armées/Partis, la Constitution ne puisse pas être changée avant un délai de quatre ans. Mais ces derniers temps, le PPD et le CDS essayaient de remettre en cause ce texte. Ils pensaient pouvoir compter sur l'appui d'un certain nombre de militaires tel Morais da Silva qui avait attaqué Melo Antunes très violemment. Cette déclaration des chefs des trois armes (Armée de terre, Forces Aériennes et Marine) prend donc une certaine importance. En particulier Ramalho Eanes (chef de l'Etat major de l'armée, «l'homme fort» actuellement) a déclaré : *«Les seuls changements qui pourront être acceptés dans la constitution seront ceux qui marqueront une avancée progressive»*.

Quant à Morais da Silva, chef de l'Etat major des forces aériennes, il déclarait : *«La constitution qui va être votée devra être appliquée intégralement par les partis qui remporteront les élections. Les Forces Armées s'engagent à veiller à cela...»*

L'assemblée constituante, enregistrant avec des nuances, le rapport de force militaire ainsi créé, a à son tour adopté un texte rendant difficile la modification de la constitution (réalisable seulement par une majorité des deux-tiers).

en bref

• USA-TURQUIE

Kissinger a défendu devant le congrès l'octroi d'une aide de un milliard de dollars en quatre ans à la Turquie en échange de la réouverture des bases américaines. «Ce n'est pas une aide pour la Turquie, mais une aide pour nous-mêmes», a-t-il déclaré. Malgré tout de nombreux parlementaires se sont montrés très réservés sur le projet proposé.

• NOUVELLE CALÉDONIE

Le nickel des mines du Nord de la Nouvelle Calédonie va être mis en exploitation. La France qui avait vendu les gisements en 1869 à une compagnie américaine, vient de racheter ces gisements pour 40 millions de Francs

• USA

Kissinger multiplie les déclarations visant à donner une impression de fermeté contre l'URSS. Il vient d'affirmer que les États Unis demeurent opposés à la reconnaissance de toute hégémonie sur l'Europe Orientale.

ESPAGNE

ARRESTATIONS A MADRID

Cinq personnes, membres du Parti Socialiste et du Parti «Communiste» Espagnol ont été arrêtées à Madrid au lieu prévu pour une conférence de presse où devait être présentée la nouvelle «coordination démocratique». Cette nouvelle formation est un cartel d'organisations qui regroupe ces deux partis avec plusieurs autres. Le régime de Juan Carlos a fait savoir à la presse que les journaux qui publieraient le manifeste de cette «coodination» seraient traînés en justice.

En même temps, les partisans d'un maintien pur et simple du régime franquiste attaquent de plus en plus ouvertement les «libéraux» du régime, et passent à l'action directe : Blas Pinar, dirigeant du «fuerza nueva», s'est prononcé au cours d'une manifestation tenue à Madrid par ce mouvement fasciste pour «le respect des lois fondamentales du général Franco», qu'il a accusé le gouvernement actuel de bafouer. Au Pays Basque, deux attentats ont eu lieu contre des personnes proches du mouvement patriotique ETA.

La fin de la semaine promet d'être importante, avec les manifestations qui sont organisées samedi à Madrid et dimanche, lundi et mardi à Barcelone. L'association des anciens combattants fascistes a annoncé une contre-manifestation à Madrid.

Cent jours après l'avènement du nouveau roi, et l'inauguration extrêmement timide d'une politique dite «libérale», les difficultés s'accumulent pour un régime qui cherche à réussir dans la continuité, la succession du franquisme.

Les ultras s'organisent : ici, la célébration par «Fuerza nueva» de la victoire fasciste en 1939.

QUAND LE PS ET LE P«C» SE COORDONNENT

L'annonce de la constitution à Madrid de la «coordination démocratique», dans laquelle figurent principalement, aux côtés d'autres formations, le parti socialiste et le parti révisionniste espagnols, est venue sanctionner le développement de la lutte des classes en Espagne. Dans la déclaration qu'ils ont publiée, les membres de la «coordination» se considèrent liés entre eux dans le but de *«transformer pacifiquement l'Etat actuel en un Etat démocratique»*. Ils visent à *«la rupture démocratique... par l'ouverture d'une période constituante qui conduise... à une décision sur la forme de l'Etat et du gouvernement»*.

La «coordination» dénonce *«l'oligarchie qui contrôle l'Etat en alternant les promesses démocratiques avec les mesures répressives et en cherchant à diviser les forces politiques et syndicales... au moyen de discriminations et d'exclusions arbitraires»*.

Deux points essentiels ressortent de ce texte : d'une part, les organisations qui s'unissent ainsi rejettent aujourd'hui la perspective d'une évolution interne, pas à pas, du régime, vers une démocratie bourgeoise, tout en maintenant les masses dans l'illusion de la «voie pacifique». Voici peu de temps, le parti socialiste louchait vers les «libéraux» du gouvernement, et le parti «communiste» envisageait une «rupture négociée», une «rupture de l'intérieur» du régime. La dénonciation directe de l'oligarchie pourrait marquer, pour un temps, la fin des espoirs mis dans ces tentatives d'approcher le pouvoir en place.

D'autre part, le parti socialiste (PSOE) qui, pendant la dernière période, tenait peu de compte de l'exclusive formulée par le régime à l'égard du parti révisionniste, en vient aujourd'hui à la dénoncer explicitement, en s'alliant à ce dernier.

Du côté des partisans d'une démocratie bourgeoise, se réalise donc une unité fondée sur des positions plus nettement contradictoires avec le régime en place. La raison en est le développement du mouvement des masses, et la réponse qui lui a été apportée à Madrid : chaque jour, il devient plus clair que le peuple espagnol n'est pas prêt à se satisfaire d'un semblant de démocratie, où un peu de parlementarisme viendrait masquer de très graves restrictions aux libertés populaires fondamentales, telles que le droit de manifestation, de grève, la liberté de la presse, etc...

Dans ces conditions, le P«C»E, s'il veut conserver son audience de masse, se trouve contraint de refuser, en paroles au moins, l'intégration au régime. Et le parti socialiste estime qu'aucune stabilisation n'est plus possible sans les révisionnistes.

En associant à leur «coordination» les commissions ouvrières, ou du moins leur direction, ces deux partis donnent un indice clair du but poursuivi : reprendre sur le mouvement populaire une influence que leurs positions politiques de la dernière période commençaient à remettre en cause : on sait, en effet, le rôle joué par les commissions dans les grèves et les manifestations de la dernière période.

En même temps qu'elle lui portait directement des coups, la vague de fond qui soulève le peuple espagnol contribue donc, indirectement, à isoler le roi et son équipe : ne comptait-on pas, à Madrid, sur certaines forces politiques comme le PSOE pour participer, à un certain stade, au processus de «libéralisation» engagé, et que la «coordination démocratique» conteste aujourd'hui ?

Jean LERMET

LES CENT JOURS DE JUAN CARLOS

Héléne VARJAC

Les 100 premiers jours du gouvernement de Juan Carlos ont encore accentué la crise politique qui mine le régime. Plus que jamais, les tentatives de continuité du franquisme sont vouées à l'impasse ; leur viabilité reposait sur l'hypothèse que les peuples d'Espagne accorderaient une trêve au roi ; leur échec provient de l'exceptionnelle combativité des luttes de ces trois derniers mois. La soif de liberté ne peut s'accomoder de pause ni de politique de petits pas, et les revendications salariales ne vont pas se taire, en Espagne comme ailleurs, sous prétexte que c'est «la Crise».

Ainsi, si le régime fasciste de Juan Carlos réprime et assassine comme il l'a fait à Elda, Vitoria et Basauri, l'écrasante majorité des peuples d'Espagne le juge pour ce qu'il est, un franquisme sans Franco, et redouble ses assauts : la preuve en a été fournie par la grève générale au Pays Basque le 8 mars, avec un million de personnes en lutte. Mais si le régime fasciste de Juan Carlos fait des promesses de libéralisation, disant qu'il veut à terme une démocratie à l'espagnole, alors les masses le prennent au mot, tiennent des assemblées, s'organisent, manifestent et luttent. Alors, le régime franquiste réprime, arrête et tue. Dans cette quadrature du cercle, la seule certitude, c'est la radicalisation des luttes ouvrières et populaires.

En réalité, tout retour à la situation antérieure à la mort de Franco, paraît impossible, à cause du laminage incessant du parti de l'immobilisme. Ceux que l'on appelle les ultras, qui sont-ils aujourd'hui ? Tous ceux dont l'existence dépend de la survie pure et simple du régime : corps répressifs, bureaucratie du syndicat vertical, fonctions parasitaires de l'appareil d'état, anciens combattants dûment pensionnés. C'est à peu près tout. Même l'armée n'est plus un bastion sûr : elle a refusé d'assurer le maintien de l'ordre à Vitoria et plus récemment le procès de l'UMD illustre les embarras inextricables du fascisme. Pourquoi frapper si fort si le danger est mince ? Pourquoi faire courir de faux bruits sur un prétendu ultimatum adressé au roi, si ce n'est pour discréditer un mouvement démocratique dont le fascisme redoute la force croissante ?

LES «LIBERAUX» MAJORITAIRES

Sans négliger les différences entre le secteur ultra, immobiliste, et le secteur évolutionniste de l'oligarchie, il faut reconnaître que l'importance donnée par la presse occidentale à ces contradictions a bien servi le «libéral» Fraga ; *«cette démocratisation, je voudrais bien vous la donner»*, disait-il à peu près, *«mais ne soyez donc pas si pressés ! il faut que je tienne compte de mes ultras...»*. Aujourd'hui, l'hypothèse d'un coup de force de l'extrême droite paraît improbable, si ce n'est comme aventure sans lendemain.

L'oligarchie tente de s'engager sur la voie d'un régime «libéral». Le moins libéral possible. Mais dont le mouvement populaire vient remettre en cause les limites étroites. En sorte que les secteurs du franquisme «pur et dur» peuvent chercher des arguments dans les premiers échecs rencontrés. Jusqu'ici, sur cette voie, l'hésitation est pour ces raisons encore la règle.

UN GOUVERNEMENT PRODIGUE EN PROMESSES

En effet, si l'on fait le bilan de ces cent jours, on constate que le gouvernement de Arias Navarro a été prodigue en promesses, avare en actes. Sur le plan institutionnel, deux lois seulement ont été modifiées : le décret loi anti-terroriste et la réforme du Code Pénal, juste après les événements de Vitoria, sur les associations politiques. La première de ces modifications ne supprime pas la notion de délit d'opinion et maintient certains aspects répressifs du décret : par exemple, la garde à vue sans limitation de durée. La seconde exclut tout parti préconisant la violence ou risquant de mettre en cause l'intégrité de la nation, ainsi que les partis «totalitaires» : en clair, les séparatistes et les révolutionnaires ; pour le Parti révisionniste, si rien n'est acquis, tout n'est pas perdu encore. En revanche, dans le domaine des promesses, Fraga affirme que des élections auraient lieu dans deux ans tandis que certains partis s'affairent déjà à préparer les élections municipales partielles, au suffrage universel, qui en novembre prochain devraient renouveler le tiers des conseillers municipaux. L'électoralisme a des fleurons même en Espagne ! Un dernier projet retient l'attention : il s'agirait de créer, dans le syndicat vertical officiel, deux branches, une ouvrière et une patronale, alors qu'aujourd'hui elles sont réunies. Le but est clair : réactiver un corps moribond, et tenter de faire pièce aux formes d'organisation indépendantes que s'est donnée la classe ouvrière, en particulier les commissions ouvrières.

La commission sénatoriale américaine a reproché au gouvernement «ses tactiques dilatoires» *qui sont de nature à entretenir la violence et pourraient aboutir* «à la liquidation du gouvernement et de la monarchie dans les prochains mois». *Il est clair aussi que toute accélération de la libéralisation entraînera de nouvelles contradictions.*

Lors d'un débrayage des ouvriers de Standard Electrica à Madrid...

L'INCONSISTANCE ET LES DANGERS DE LA LIBERALISATION

L'autre aspect de la politique de replâtrage du régime actuel, indispensable pour donner quelque crédibilité aux promesses, c'est la simultanéité de la prétendue tolérance et de la répression. La répression ne s'abat pas aussi uniformément que par le passé, pas aussi systématiquement, mais pourtant, c'est la constante du régime. Les masses, par leurs luttes résolues, ont réussi à imposer certaines formes d'expression (assemblées de quartier ou d'usines par exemple), mais ces conquêtes sont toujours menacées, car elles sont la sanction d'une situation dans laquelle le peuple est à l'offensive et a l'initiative, tandis que le fascisme essaie de rogner ces acquis. En aucun cas, il ne s'agit, comme le prétendent certains, de «zones de liberté». L'oligarchie fait passer pour de la tolérance ce qu'elle est obligée de tolérer ; cela ne l'empêche pas de mettre des syndicalistes en prison, d'imposer de très fortes amendes, de tirer sur les manifestations de rue, quand elle les juge dangereuses. Son dilemne provient du fait que, tolérance ou répression, les masses se lancent à l'assaut pour les libertés démocratiques, et ne veulent ni de lambeaux de liberté, ni de liberté «à tempérament». La répression est une nouvelle raison de lutter, la «tolérance» aussi.

PALESTINE OCCUPÉE

MOBILISATION PUISSANTE POUR LA "JOURNEE DE LA TERRE"

La «Journée de la terre» en Palestine occupée a débuté le lundi 29 mars, la nuit. En Galilée, les gardes frontières sionistes et l'armée sont intervenus massivement pour empêcher tout rassemblement. Ils étaient présents dans presque tous les villages de Galilée. A Sakhnin, Araba, Kafar Qana, et d'autres villages de Galilée, ils ont essayé de mettre le couvre-feu, mais la population s'y est opposée fermement. Ils ont affronté les forces d'occupation avec des pierres et des cocktails molotov. Les sionistes répondent par l'assassinat six personnes ont été tuées, une centaine de manifestants ont été blessés, et près de 250 personnes ont été arrêtées. Les forces d'occupation ont subi des attaques : onze personnes ont été blessées. A Kafar Qana, les manifestants ont posé des barricades, ont brûlé des pneus pour empêcher les forces sionistes de pénétrer au village.

Dans le reste de la Palestine, la terreur sioniste a tenté vainement d'empêcher tout rassemblement. Le peuple palestinien a pu célébrer la «Journée de la terre». Malgré les menaces de licenciements contre les ouvriers grévistes, un grand nombre d'ouvriers palestiniens ont suivi la grève. Dans les écoles où il a été impossible de faire la grève, les étudiants ont tenu des réunions sur la question palestinienne. Dans d'autres écoles, la grève a eu lieu : en Cisjordanie, (Naplouse et Ramallah), à Gaza, à Haïfa. La situation a été très tendue dans plusieurs régions en Palestine.

Une manifestation a eu lieu, malgré le couvre-feu qui a été instauré dans le pays. La manifestation s'est terminée par un grand rassemblement.

Dans plusieurs villes de Cisjordanie, les commerçants ont répondu à l'appel à la grève générale, et les forces sionistes n'ont cessé de frapper aux portes pour les obliger à rouvrir leurs magasins.

La répression sioniste : une lycéenne malmenée par la police

LE PEUPLE PALESTINIEN EST UN

A l'occasion de la journée nationale de la terre, la présidente de la GUPS, en France, Leila Chahid, nous a fait la déclaration suivante :

La signification de cette journée de la terre, c'est d'abord tout le contexte de lutte dans lequel elle se situe qui la donne : depuis des semaines, la mobilisation dans les territoires occupés est intense contre le veto américain à l'ONU, contre les expulsions de terres, contre les manœuvres du roi de Jordanie, contre la «judaïsation» de Jérusalem.

Aujourd'hui, c'est un fait capital que notre peuple se lève dans les territoires mêmes occupés depuis 1948. L'organisation nationale des étudiants arabes en Palestine occupée, dans un tract diffusé lors d'une manifestation le 9 mars 1976, a déclaré : «*En tant que partie intégrante du peuple arabe de Palestine, nous rejetons toute forme de division de notre lutte. Le seul objectif du sionisme est la sionisation de toute la Palestine. C'est pourquoi notre devoir, aujourd'hui, est d'unir nos forces contre les objectifs sionistes.*»

Ce que les luttes de la dernière période démontrent avec éclat, c'est bien que la Palestine est une, que le peuple palestinien est un. Théodore Hertzel, fondateur du sionisme, écrivait : «*Sur le territoire qui nous aura été assigné, nous nous proposons de nous débarrasser des couches pauvres de la population en leur trouvant du travail de l'autre côté des frontières dans des pays de transit et en leur refusant tout droit d'emploi sur notre sol. Ces deux processus d'EXPROPRIATION et d'EXPULSION devront être poursuivis avec discrétion et circonspection.*»

Le sort des expropriés, des expulsés d'hier, est inséparable de celui des expropriés, des expulsés de demain : qu'il vive dans les pays arabes, dans la partie de la Palestine occupée depuis 1948, ou depuis 1967, chacun de nos frères palestiniens partage le même sort, est confronté au même ennemi, le sionisme. Tant que celui-ci aura une parcelle de pouvoir sur notre territoire national, notre sort ne pourra être assuré. Unité de notre peuple pour libérer la Palestine, voilà la signification profonde de la journée de la terre.

Galilée : LE PLAN D'EXPROPRIATION

(...) Conformément aux grandes lignes d'un plan arrêté, il y a quelques années, le gouvernement vient de décider de réquisitionner, à des fins d'utilité publique, 20 000 domun soit 10 000 hectares de terres en Galilée.

L'objectif avoué des autorités d'occupation est de faire passer, au cours des dix prochaines années, la population juive de cette région de 289 000 habitants à 416 000 en 1983 et 520 000 en 1985. (journal DAAVAR du 26-11-1975). Les mesures d'expropriation concerne 546 propriétaires arabes dans le secteur de Nazareth et 476 dans le secteur de Karmiil.

Selon le « Comité de défense de la terre arabe », cité par le journal Maariv (du 17-10-75), ces mesures affecteraient non pas 20 000 mais 30 000 donum.

Devant la vigueur de la riposte arabe, dès l'annonce de ces mesures, le gouvernement a tenté de présenter cette opération sous la forme d'un « projet de développement de la Galilée ». La Galilée a certes bien besoin d'un vaste plan de mise en valeur, car la région est l'une des plus sous-développée de la Palestine occupée, mais la population arabe refuse de faire les frais d'une mise en valeur qui ne profiterait qu'aux colons juifs installés sur les terres confisquées par le gouvernement. Le plan d'urbanisation lié à ce « projet de développement » prévoit par exemple la construction de 29 000 logements en vue de faire passer la population de 8 000 à 10 000 habitants. Il est de même prévu que le haut Nazareth verrait sa population atteindre 60 à 70 000 habitants. Or le gonflement de ces deux villes doit, dans l'esprit des dirigeants sionistes, se faire au profit quasi exclusif de la population juive. Sur les terres spoliées, doivent s'organiser des kibboutz réservés exclusivement aux immigrants juifs et les 14 projets industriels, dont deux concernent de très importants complexes, doivent, en raison de leur niveau technologique, fournir du travail en priorité à des techniciens juifs venus d'autres régions de la Palestine occupée.

Ce programme fait partie, bien sûr, d'un plan d'ensemble qui s'étend au-delà de la Galilée. L'union sioniste des kibboutz a ainsi rendu publique la décision de créer 10 nouvelles colonies (Kibboutz) pour 1981 à Wadi Araba, sur les hauteurs de Rafah, à Hébron, dans la région de la Mer Morte et dans le Neguev.

Extraits de la brochure : «Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ?» publié par la GUPS.

PAYSANS EN LUTTE

Viticulteurs APRES L'OPÉRATION DE CAMPAGNAN, CONTRE LES NÉGOCIANTS.

Dans la nuit du 26 au 27 mars, les chais de la Société Languedocienne (filiale des établissements Guibal) à Campagnan (Hérault) ont été pris à parti par des viticulteurs, qui ont vidé les cuves et répandu le vin mis en réserve par cette société semblable à celle du trop fameux Ramel... Une centaine de viticulteurs auraient participé à l'action contre le négociant. Après Meximieux, c'est un nouvel avertissement : à la veille d'une discussion au Parlement où les négociants risquent de faire repousser les quelques maigres mesures promises aux paysans, les viticulteurs rappellent qu'ils sont là et continuent leur lutte...

Les injonctions de la FNSEA au calme et à l'ordre tombent à plat ! Le porte-parole des C.A.V. de l'Hérault (L.Tessier) a déclaré à propos de l'intervention de Campagnan : «Il n'y a pas eu de consignes concernant l'attaque de chais». *Mais les responsables de la Fédération des Vins de Table (les Maffre-Beaugé et autres dirigeants de la Confédération Nationale des Caves Coopératives) ont, eux, complètement désavoué l'opération et attaqué* «les contrôles sauvages effectués par des vignerons, qui ne sont pas explicables lorsqu'ils s'accompagnent de bris de cuves et de dégats causés aux chais». *Il est significatif que ces messieurs aient trouvé comme lieu de leur «leçon», l'Assemblée Générale de la Caisse de Crédit Agricole régionale ! Quoi de plus naturel pour attaquer les actions des viticulteurs que de choisir de le faire depuis les locaux de l'ennemi des paysans : le Crédit Agricole ? les menaces de Poniatowski depuis les affrontements de Montredon, l'attitude cynique du Syndicat National Indépendant des CRS qui porte plainte contre* «ceux qui ont fait un mort et 25 blessés dans les rangs des forces de l'ordre» (*mais font silence sur leur responsabilité dans la mort d'Émile Poytes !*)... *autant de pressions auxquelles les notables et propriétaires terriens (qui essaient de garder la direction du Comité Régional d'Action Viticole hors de l'influence de la petite paysannerie) sont sensibles.*

Mineurs et paysans, unis pour sauver la Grand-Combe

Les Houillères veulent mettre un terme à l'exploitation... du charbon des mines de la Grand-Combe (dans le Gard, près d'Alès). La fermeture totale est programmée, les mineurs et leurs familles refusent cette nouvelle phase de liquidation des Houillères du Midi, après Carmaux et Decazeville... Ils se sont organisés en Comité de Défense du Bassin Houiller et organisent ~~aujourd'hui, 31 mars~~, une grande manifestation régionale de protestation. Fait notable : les viticulteurs regroupés dans le Comité d'Action Viticole du Gard ont lancé un large appel pour que les paysans et viticulteurs languedociens et particulièrement gardois, participent nombreux à cette action (~~à Rochebelle~~) «pour sauver la Grand-Combe» !

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Un peu d'humour !

Je lis le QdP depuis le N° 1 d'une manière assez régulière. J'y ai constaté un net progrès dans la forme, progrès maintes fois mentionné par des lecteurs du journal et sur lequel je ne reviendrai pas. Si le journal mieux présenté et plus clair est devenu plus agréable à lire, il n'en reste pas moins à noter une absence d'importance considérable : celle de *dessins humoristiques* : des lecteurs ont déjà souligné à plusieurs reprises le manque d'humour, d'ironie à l'intérieur des articles et dans les légendes de photos. Quelques dessins humoristiques et bandes dessinées (pourquoi pas), feraient face à l'austérité existante du journal.

Il est certain que le manque de place ajoute à la difficulté de caser des dessins. Ce manque de place ne doit pourtant pas constituer une excuse : bien souvent, un dessin correctement réalisé résume de manière nette et précise ce qu'un article aurait eu des difficultés à exprimer. Il ne faut donc pas hésiter à appuyer certains articles de dessins, et réduire même ces articles au profit du dessin, en évitant bien sûr de sombrer dans un emploi abusif.

Il est utile de rappeler l'impact du dessin, son pouvoir immense tant dans l'expression des idées que dans l'agrémentation de la lecture. Loin de nous la considération hypocrite des gens «sérieux» consistant à placer le dessin humoristique ou la bande dessinée au rang de distraction pour enfants ou débiles mentaux.

Nous ne sommes plus au temps du dessin tabou. Combattons l'austérité au sein des luttes et que le QdP soit là pour donner l'exemple !...

Amicalement un lycéen de Rennes

La génération de la révolution

Toi qui, dans ton lycée ghetto,
Rejettes l'éducation qu'on veut te donner,
Qui sent qu'on veut te transformer,
En valet du capital,
Et qui le refuses.

Toi qui, chaque jour,
Dans ton CET caserne,
Subis brimades, insultes, divisions,
Et qui déjà te révoltes,
Contre l'exploitation qui se prépare.

Toi, jeune dans ta cité dortoir,
Qui meurs d'ennui,
Chassé des cafés fascistes,
Traqué par les flics,
Matraqué par un policier,
Tabassé pour un disque.

Toi qui, dans une file d'attente de chômeurs
Ou devant un kiosque de journaux ;
A la page «petites annonces»
Te rends compte de ce que les marchands
De chair et de sang veulent faire de toi
Te rends-tu compte que tu n'es pas seul ?
Que ton père ouvre son journal à la même page,
Et on frère immigré aussi.

Alors ta colère éclate
Tu écris en gros des lettres rouges
Sur un mur d'usine ou de lycée
Que tu en as marre
Que ça ne peut plus durer
Tu vas dans la rue
Tu cries ta haine
De l'école capitaliste
Du CET usine - prison
Des flics fascistes
De la bourgeoisie affameuse et tueuse

Déjà tu as choisi ton camp
Tu suis le vieil homme qui te tend la main
Qui te dit «Camarade» !
Qui a encore assez d'espoir et de confiance,
Pour te parler des «lendemains qui chantent»,
Et qui a encore le bras assez fort pour
Eliminer les traitres et écraser la vermine bourgeoise,
Et qui te mène sur le chemin de la RÉVOLUTION.

UCJR St Amand les Eaux

JE M'ABONNE

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

1 AN	300 F
6 MOIS	150 F
3 MOIS	80 F
1 MOIS	30 F

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

A propos de «ce qu'on fait manger aux Français»

"RETOUR A LA NATURE" ?

L'enquête sur «ce qu'on fait manger aux Français» vient de se terminer, mais pas le débat que cette série suscite parmi vous ! Nous publions aujourd'hui la lettre d'une lectrice de Paris, qui dit ce qu'elle pense du «retour au naturel», mis à la mode aujourd'hui, comme solution à la mauvaise qualité de ce que nous mangeons.

Chers camarades,

J'apprécie vraiment votre enquête : «Ce qu'on fait manger aux Français». Cependant, s'il est juste de s'inquiéter de la pollution alimentaire, il faut néanmoins éviter l'excès contraire, et ne pas tomber dans le panneau du «grand retour à la nature», de la nourriture «écologique». Car, si ce mouvement part d'une légitime revendication, celle de manger sainement, sans danger et sans crainte, il ne cerne pas les vrais problèmes de l'alimentation dans les pays développés. En outre, il n'insiste pas sur les contradictions du système capitaliste qui engendre cette alimentation trafiquée que vous dénoncez, à juste titre. Il cherche des solutions de rechange individuelles et déjà il se fait largement récupérer par la publicité des trusts agro-alimentaires.

Le soi-disant «retour au naturel» sert en fait à alimenter le tiroir-caisse des magasins macrobiotiques et diététiques, dans lesquels les prix sont exorbitants. Il tend «à faire tourner la roue de l'histoire à l'envers».

Voici quelques arguments que je voudrai avancer pour étayer mon jugement :

1) «La frontière est parfois floue entre le produits naturel toxique et le produit naturel comestible» (n° 86 du Bull. Inf. du Labo. Coopératif).

En effet, la pollution alimentaire, en terme de toxicité, la plus dangereuse, est représentée par les aflatoxines, sécrétion de champignons microscopiques, qui contaminent aussi bien les tourteaux d'arachide destinés à l'alimentation animale que des carottes mitonnant doucement dans leur plastique sous les néons des supermarchés (nécessité pour le développement de l'aspergillus Flavus, le champignon coupable - d'une atmosphère chaude et humide). N'oublions pas également les champignons vénéneux qui intoxiquent chaque année nombre de mycologues du dimanche ; ni même la pollution bactérienne qui, de la toxine botulinique aux staphylocoques qui envahissent nos boites de conserve ou nos crèmes glacées, ont provoqué de grands ravages.

Bien sûr, à première vue, il y a une grande différence entre ces «accidents» et la dégradation consciente des aliments dans les chaînes agro-alimentaires. Mais prenons garde de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Tout ce qui est naturel n'est pas forcément exempt de pollution !

2) Le développement des forces productives nécessite à un moment donné, une modification de notre environnement (en excluant le gaspillage bien sûr). Il s'agit d'un exemple des épandages massifs de pesticides qui ont permis d'assainir les plaines marécageuses d'Albanie et de vaincre la malaria. Or l'on sait actuellement que les habitants d'une région où l'on a utilisé massivement les insecticides concentrent dans leurs tissus adipeux de fortes teneurs des composés chimiques employés et que ceci n'est pas sans danger, surtout en période de famine où les réserves de l'organisme sont remises en circulation pour pallier au manque d'alimentation. Mais les Indiens qui possèdent l'une des plus grandes concentrations de DDT dans les tissus gras (30 ppm) doivent-ils mourir de paludisme plutôt que de courir le risque d'être intoxiqués par le DDT ?

Il faut cependant, et j'en suis consciente, dénoncer les abus qui peuvent régner dans l'utilisation de hautes doses d'insecticides sur la végétation quand cela n'est pas nécessaire.

3) Le «retour à la nature» est déjà récupéré par les trusts agro-alimentaires : on commence à le voir dans les publicités (...)

Nous ne devons pas rêver à la rusticité d'autrefois où l'alimentation était en réalité plus pauvre que celle de maintenant et mal équilibrée (beaucoup de graisses, de féculents, peu de viande, de fruits et légumes frais pour les travailleurs des villes, ouvriers, artisans, employés et aussi à la campagne), mais penser au monde de demain où les connaissances chimiques seront au service du progrès.

TÉMOIGNAGE

«LE GANDAU DE PÂTÉ CHAUD»

Avant, Jusqu'à il y a encore 20 ans seulement, à St-Étienne, dans les rues ouvrières de la ville, les travailleurs avaient une tradition : le «gandau de pâté chaud». Artisans et ouvriers habitaient, travaillaient dans la même maison et la vie était organisée autour des ateliers de passementerie, d'armes ou autres. Les bons soirs, les ouvriers allaient à la boulangerie avec une gamelle (le «gandau») et prenaient une mesure de quenelles sauce tomate (le «pâté chaud»), mais le plus souvent, c'était simplement de la soupe qu'ils avaient. Et assis sur les marches des pas-de-portes, dans la rue, ils mangeaient, causant avec les travailleurs des maisons voisines qui étaient là aussi. Avec cette coutume, de maison en maison, les gens se connaissaient, partageaient joies et peines, créaient l'unité et la solidarité ouvrière entre eux, avec d'autres corporations, comme les mineurs, créaient cette mentalité de gentillesse et d'accueil qui faisait la réputation des gens du peuple de St-étienne.

Aujourd'hui, quand on fait du porte à porte à la ZUP de Montreynaud, eux qui ont connu cette tradition étant enfants, et qui, mariés, se sont transplantés dans cette ZUP, se plaignent de cette vie où personne ne se connait à cause de l'éloignement et de la dispersion du travail, en particulier. Maintenant, on a même perdu l'habitude d'emprunter du sel à la voisine. Alors, des gens évoquent avec nostalgie le «gandau de pâté chaud». Nostalgie ? Non, peut-être pas. Et si on essayait une fois de faire un grand «pâté chaud». Pour que les gens se connaissent, pour que la solidarité renaisse à la ZUP...

Correspondance St-Étienne

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ACHETEZ-LE TOUS LES JOURS AU MÊME KIOSQUE

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23-132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

BLOC-NOTES

JURIDIQUE

SAISIES ET EXPULSIONS -7-

A la limite de l'escroquerie : Les sociétés de recouvrement de créances

Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Si les travailleurs ont de plus en plus de mal à boucler leur budget, certains s'engraissent avec insolence de cette misère. C'est ainsi qu'on a vu se multiplier les *«cabinets contentieux», «services juridiques», «sociétés de recouvrement des impayés»* et autres suceurs de sang. On estime leur nombre à environ 4 000 en France.

UNE PROFESSION PEU EXIGEANTE

Vous croyez peut-être que ces gens spécialisés dans le rappel et la menace sont des juristes professionnels : pas du tout ! La profession est totalement libre. N'importe qui peut s'installer et la pratiquer. Il n'y a aucune condition de compétence juridique. Il n'y a aucune caisse de garantie (comme par exemple pour les notaires), aucune réglementation ni aucun contrôle qui permettraient de décourager les escrocs. Voilà pour le moins une profession où on est peu regardant.

Ceux qui la pratiquent entrent en général dans deux catégories. La première est composée d'individus isolés, à leur compte, en général d'anciens flics ou fonctionnaires à la retraite. Ils sont plus souvent spécialisés dans le harcèlement individuel, tous les moyens sont bons pour faire céder le «mauvais payeur» : visites à toutes heures du jour, menaces, démarches auprès de l'employeur. Eventuellement on utilise les anciennes relations pour impressionner. La deuxième catégorie est celle des «cabinets» et autres «sociétés. S'il n'utilisent pas tellement les démarches individuelles, leurs procédés sont tout aussi abusifs comme nous le verrons.

Les clients de tout ce beau monde ? Essentiellement des commerçants, des grands magasins, mais aussi des propriétaires qui veulent faire pression sur leurs locataires en difficulté ! Avec la nouvelle réglementation sur les chèques sans provision (que nous aborderons une prochaine fois) leurs interventions devraient disparaître en matière de chèques. Mais ils ont encore de beaux jours devant eux avec la vente par correspondance et le crédit.

LA PLUPART DES DEMARCHES DES CABINETS DE RECOUVREMENT SONT ILLEGALES

Un individu quelconque peut toujours donner un mandat à quelqu'un pour faire une opération à sa place, par exemple recouvrer une créance impayée. A condition que ce mandat soit effectif et en bonne et dûe forme, les cabinets de recouvrement ont donc le droit de vous demander le paiement au nom de leur client. C'est la plupart du temps le seul aspect vraiment légal de leur action.

Pour le reste, tous les moyens sont bons pour obtenir le paiement. Le principe est qu'il vaut mieux éviter de recourir à la justice car elle est lente et chère. Sauf en matière de chèque sans provisions, il faut en effet recourir à une juridiction civile ou commerciale, et souvent les frais reviendraient plus cher que ce qu'on risque de gagner. Toute l'astuce est donc de jouer sur l'ignorance des gens en matière juridique pour les impressionner et les amener à payer.

C'est pourquoi ces sociétés essaient de faire croire qu'elles vont mettre en marche des procédures épouvantables, agitant l'épouvantail de la saisie, de la prison. Il s'agit de faire peur en laissant supposer qu'on dispose de moyens terribles alors qu'en général on n'en a pas ou peu. On fait donc se succéder toute une série de papiers de couleurs différentes, pour donner l'impression d'une démarche officielle. Rappelons à ce propos que le papier bleu ciel est réservé aux huissiers, son usage doit relever du délit d'usurpation de fonction (2 à 5 ans de prison). On remarquera que ces papiers laissent toujours, après les menaces, une porte de sortie : un délai pour payer. Et si la personne menacée ne paie pas, on pourra toujours lui envoyer un papier d'une autre couleur. Ce n'est qu'en désespoir de cause que ces sociétés se décident à recourir à la justice, puisque leur fonction est de l'éviter.

(à suivre)

Yves BEAUMONT

TÉLÉVISION

Programme

MERCREDI 31 MARS

TF 1

18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le créa, film TV. Réalisation : Jean Pignol
21 h 50 - La psychologie d'aujourd'hui : le mariage, 3ème partie : la famille
22 h 50 - Journal

A 2

18 h 30 - Journal
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 25 - Football : Saint Etienne - Eindhoven
22 h 15 - Police story, série américaine
23 h 10 - Journal

FR 3

19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Hommage à Visconti : le guépard (1962)
23 h 20 h Journal

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

Le mouvement anti-japonais se développe contre la volonté de Tsiang Kaï-chek qui donne la priorité à la «lutte contre les Rouges».

57e épisode

LES DÉMARCHES DU JEUNE MARÉCHAL

RÉPRESSION

Une flamme d'ardent nationalisme balayait le pays, et les Japonais exigèrent la suppression du Mouvement de Salut national qu'ils rendaient responsable de l'agitation antinippone. Nankin s'exécuta. Sept des membres les plus en vue de l'organisation, tous d'honorables citoyens, y compris un banquier, un avocat, des éducateurs et des écrivains, furent arrêtés. Du même coup, le gouvernement interdit d'un trait de plume quatorze publications de diffusion nationale. Des grèves dans les usines de textile japonaises de Changhai, qu'attisait en partie le sentiment patriotique de protestation contre l'invasion japonaise du Soei-yuan, furent brisées au prix de grandes violences de la part des Japonais, avec la collaboration du Kouomintang. (...)

L'APPEL DE TCHANG HSUE-LIANG

Tous ces évènements eurent leurs répercussions au Nord-ouest. En novembre, cédant aux instances de ses propres officiers, Tchang Hsue-liang lança son fameux appel par lequel il demandait à être envoyé au front du Soei-yuan. «En vue de maintenir notre autorité sur nos troupes, conclut la missive, nous devrions rester fidèles à la promesse que nous leur avons faite de leur permettre, chaque fois que l'occasion se présente, de satisfaire leur désir de combattre l'ennemi. Autrement, ils nous regarderont, pas seulement moi-même mais aussi Votre Excellence, comme des imposteurs et ne nous obéiront plus. Veuillez nous donner l'ordre de mobiliser au moins une partie, sinon la totalité de l'Armée du Tong-pei, afin qu'elle marche sans délai sur le Soei-yuan, en renfort des troupes qui remplissent leur mission sacrée de combattre l'impérialisme japonais. S'il en est ainsi, moi-même, ainsi que mes unités, s'élevant à plus de 100 000 hommes, suivrons jusqu'au bout le leadership de Votre Excellence.»

L'accent de sincérité de cette lettre, l'espoir de restaurer le prestige perdu d'une armée étaient d'une évidence criante. Tsiang n'en rejeta pas moins la proposition. Il tenait à ce que l'Armée du Tong-pei marche contre les Rouges.

ENTREVUE AVEC TSIANG

Peu de temps après, opiniâtre, le Jeune Maréchal prit son avion et vola jusqu'à Lo-yang pour réitérer en personne sa requête. Cette fois, il intercéda également en faveur des chefs de l'association de Salut national qui avaient été arrêtés. Plus tard, après l'arrestation du généralissime, Tchang Hsue-liang devait relater leur conversation :

«Récemment, le généralissime Tsiang fit arrêter et emprisonner à Changhai sept militants de notre Mouvement de Salut national. Je lui demandai de relâcher ces militants. Or, aucun d'entre eux n'est mon parent ou mon ami, et je ne les connais même pas pour la plupart. Mais je protestai contre leur arrestation parce que leurs principes sont aussi les miens. Ma requête fut rejetée. Alors je dis à Tsiang : «La cruauté avec laquelle vous traitez le mouvement patriotique populaire est identique à celle de Yuan Che-k'ai ou de Tchang Tsong-tch'ang.»

«Le généralissime répondit : «Ce n'est là que votre point de vue personnel. Je suis le gouvernement. Mon action a été celle d'un révolutionnaire.

«— Êtes-vous de cet avis, mes compatriotes ?»

«Un rugissement de colère fut la réponse de milliers d'hommes réunis.»

Mais cette visite par air de Tchang Hsue-liang à Lo-yang eut au moins un résultat positif. Le généralissime consentit à expliquer en détail ses plans et sa stratégie aux généraux des divisions du Tong-pei lors de sa prochaine venue à Sian. Le Jeune Maréchal s'en retourna, attendant avec impatience la seconde visite de son supérieur. Avant l'arrivée de Tsiang, toutefois, deux évènements survinrent qui portèrent à leur paroxysme l'état d'irritation du Nord-ouest.

(à suivre)

De notre envoyé spécial J.P. GAY

le quotidien du peuple

DJIBOUTI : UN PEUPLE CONTRE LA BASE MILITAIRE FRANÇAISE

(3) *«Comme en Afrique du Sud, ici, c'est l'apartheid !»*

Derrière la belle façade de l'hôpital Peltier, le racisme des colons

«On dit qu'en Afrique du sud, c'est l'apartheid. Mais ici, c'est pareil». Cette réflexion d'un habitant de Djibouti reflète bien la réalité du territoire. Et c'est dans la ville de Djibouti que l'existence de deux mondes : celui des fonctionnaires européens du pouvoir colonial et de leurs alliés autochtones, et celui de la masse africaine, déshéritée, apparait de la manière la plus évidente.

La ville de Djibouti, qui s'étend au sud du golf de Tadjoura, est aujourd'hui divisée en trois parties bien distinctes.

Au bord de la mer, le quartier européen, concentré sur le plateau du Serpent : c'est un ensemble de villas cossues au milieu de grands parcs. Il est interdit, dans les faits, aux Africains, de loger dans cette partie de la ville.

Au-delà, le centre administratif et commercial autour des places Ménélik et Lagarde où le 26 août 66, de Gaulle fait disperser à coups de grenades offensives, un rassemblement populaire, l'armée tirant et blessant des dizaines de personnes. Dans ce quartier, «se côtoient» Européens, Africains et Arabes. Ici, une multitude d'enfants, mendient auprès des Européens en cours de bronzage aux terrasses de cafés ou d'hôtels. Au mieux, ils sont cireurs de souliers. C'est là, au centre de cette ville «bénéficiant» d'un siècle de présence française, que l'on voit d'innombrables enfants indigènes se traîner dans les rues en se déplaçant sur les genoux : leurs jambes sont atrophiées à jamais, à cause de la polyomyélite qu'ils ont contractée faute d'hygiène, faute de vaccinations (on dit que le vaccin «coute trop cher»). Eux aussi, mendient à la terrasse de ces bars où des milliers de femmes africaines, réduites à la misère, se prostituent aux soldats des troupes d'occupations.

Seuls cette partie de la ville et le quartier purement européen, sont construits en dur. Pour le reste, c'est à dire les quartiers africains, où des ruelles sont baptisées «avenues», les habitations sont faites le plus souvent de bois de caisses, de tôles, de bidons de récupération déroulés et aplatis. Dans les maisons, il n'y a pas l'eau courante et généralement pas l'électricité.

Ici, les seuls Européens qui viennent, ce sont les soldats : dans les bars à prostituées, qui ont débordé la limite du quartier commercial ou pour les rafles et les bouclages.

Et la manière dont le pouvoir colonial «résoud» les problèmes de santé du peuple de Djibouti, est une des illustrations les plus frappantes d'une politique qui enferme la population dans un véritable ghetto à l'intérieur de son propre territoire.

Hôpital Peltier : Selon que vous avez la peau noire ou blanche

L'hôpital Peltier est le seul hôpital du territoire. Son aspect extérieur est favorable : situé dans le quartier résidentiel européen, installé au bord de la mer, ses petits pavillons aux murs blancs sont alignés dans un vaste parc.

Mais il y a deux catégories bien différentes de pavillons : les pavillons strictement réservés aux Français et aux familles d'Ali Aref et autres collaborateurs zélés du pouvoir colonial, et les pavillons réservés à la masse populaire de Djibouti.

Dans les premiers, eux-mêmes compartimentés avec des secteurs exclusivement réservés à ceux qui ont la peau blanche, les chambres et les couloirs sont toujours très bien entretenus. En chirurgie, ils bénéficient de petites chambres individuelles confortables. Le Français hospitalisé peut demander aussitôt une visite du médecin de son choix. A noter que les Français hospitalisé ne le sont généralement que pour des motifs sans gravité, en cas d'accident ou de maladie grave, ils sont immédiatement évacués par avion, aux frais de l'administration, vers les hôpitaux de France.

Pour les pavillons des Africains, les chambres, les couloirs, les sanitaires sont laissés dans un état de saleté repoussante et de délabrement complet y compris le pavillon post-opératoire. *«Les grands brûlés, par exemple, amenés ici, nous dit un employé, meurent souvent au bout de quelques heures, uniquement à cause des microbes qui prolifèrent dans les salles».* Ici, les malades amènent eux-mêmes leurs draps, sinon ils doivent s'en passer. Dans ces pavillons, les visites des médecins sont rares, certains malades voient par exemple leurs piqûres interrompues sans aucune explication, et attendent des journées entières le passage du médecin, surtout pendant les week-end... Les «médecins» sont en fait, le plus souvent des étudiants en médecine de l'armée qui réservent leurs après-midi à des consultations privées : à un prix représentant le 1/5 ou le 1/4 du SMIG djiboutien, elles sont évidemment au-dessus des moyens des malades africains.

C'est à l'heure de la sieste qu'un employé de l'hôpital nous a fait visiter les pavillons, c'est à dire une heure où il n'y avait guère de chance d'y rencontrer les responsables de l'hôpital : ceux-ci n'aiment pas que l'on puisse comparer les deux façons dont un malade est traité à Peltier, selon qu'il est Africain ou Européen.

Les Africains qui eux, évidemment, ne sont pas «évacués» en France, doivent se contenter de l'hôpital Peltier qui ne dispose d'aucun service spécialisé pour la traumatologie, la cardiologie, la neurologie, la néphrologie (alors que les maladies du rein, liées au climat, touchent pourtant la moitié de la population).

LE PAVILLON DES «FOUS»

Parmi les pavillons réservés aux Africains à l'hôpital Peltier, le pavillon des «fous» : 2 rangées de cellules de part et d'autres d'une allée. A l'intérieur, pas de matelas pour dormir, pas de toilettes, pas de lumière du jour. Une fois enfermé, on ne sort plus, et les portes cadenassées donnant sur l'allée centrale ne comportent qu'une petite ouverture permettant à peine de passer la tête.

Le pavillon des «fous» est aussi celui des prisonniers politiques. **«J'ai fait un mois et demi de cellule dans ce pavillon l'an passé, nous dit un jeune militant de la LPAI. J'étais accusé de transport d'armes pour le FLCS (Front de Libération de la Côte des Somalis). Si l'on n'est pas fou en entrant ici, au bout de quelques temps, on le devient. J'étais dans une cellule complètement vide, sans lumière, et d'où il est interdit de sortir, même pour les besoins les plus élémentaires. On ne nous donne à manger qu'un peu de riz pas cuit, on compte sur la famille et les amis pour se nourrir.**

Le pavillon est devenu un procédé simple pour se débarrasser des patriotes : quelqu'un jugé gênant, et envoyé à la consultation de l'hôpital, peut être facilement déclaré fou et enfermé à l'hôpital».

Depuis le 3 février, c'est à dire depuis l'affaire de Loyada, les autorités coloniales, craignant la révolte des prisonniers politiques au pavillon des «fous», les ont transféré à Gabode, la prison centrale de Djibouti, à Obok, et aussi dans les petites cellules de la gendarmerie où certains sont portés disparus.

«Si on n'est pas fou en entrant ici, au bout de quelque temps, on le devient»

LES TUBERCULEUX GENENT LE CONFORT DES HAUTS FONCTIONNAIRES

L'hôpital Peltier ne traite plus la tuberculose, très répandue à Djibouti. Il y a 7 ans, les fonctionnaires européens logeant dans le quartier résidentiel ont estimé que le service concerné les gênait et exigé sa suppression.

On a crée le «centre antituberculose Paul Fort», sur l'avenue Charles de Gaulle : installé au coeur du quartier africain numéro 3, le centre laisse aller et venir les malades dans le quartier où ils propagent la maladie dont le taux progresserait actuellement de 7% par an.

Les quartiers africains : un véritable ghetto à l'intérieur du territoire.

«IL N'Y A QU'A LAISSER FAIRE CES GENS-LA, ILS FONT TOUJOURS TROP DE GOSSES»

Ceux qui ne sont pas fonctionnaires doivent s'adresser au «service médical inter-entreprises» (SMI).

Un infirmier travaillant dans ce service et qui a tenu à garder l'anonymat à cause des risques de sanctions, témoigne :

«Un indigène, qui passe une visite, doit attendre parfois toute la matinée, de sept heures à midi, pour voir un médecin, mais quand arrive un européen, le médecin qui ausculte un indigène, le laisse en plan pour s'occuper de l'européen, c'est automatique.

Quand un nomade se présente, les médecins disent entre eux : «ce n'est pas un malade intéressant». Ils n'acceptent de soigner, et encore, que ceux qu'ils appellent des «indigènes évolués», qui savent parler le français et qui deviennent «boy» ou «boyesse» des européens.

Quand une femme fait une fausse couche et saigne abondamment, j'ai entendu le médecin dire : «il n'y a qu'à laisser faire, ces gens-là, ils font toujours trop de gosses !».

Et le malade n'a pas intérêt à protester, sinon le médecin colle la lettre E sur son dossier, ce qui veut dire : «emmerdeur». Celui qui a cette mention sur son dossier n'a plus de chance d'être soigné par un médecin car c'est une mention convenue entre les médecins du service qui se repassent le dossier. J'ai vu des malades embarqués par la police, menottes aux mains, et gardés deux ou trois jours, sur coup de téléphone du médecin, simplement parce qu'ils protestaient contre la manière dont ils étaient traités.

Quand il y a eu Loyada, les médecins refusaient de voir les malades africains, tant que l'affaire n'était pas réglée.

Pour chaque indigène qui se présente, le médecin me demande d'abord : «Est-il à la LPAI, celui-là ?». Je réponds : «mais, tout le monde est à la LPAI».